

REPERAGE AMIANTE

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

Arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

ETABLI LE VENDREDI 11 DECEMBRE 2020

PROPRIETAIRE	
Nom :	_____
Adresse :	_____

DOSSIER N°: T20-12-DB-007

ADRESSE DES LOCAUX VISITES	
<p>MAISON 16-18 RUE DU GENERAL DE GAULLE 41140 NOYERS SUR CHER</p>	

Sommaire

1. Conclusions	2
2. Symboles utilisés	3
3. Textes de Référence.....	4
4. Objet de la mission	5
5. Cadre de la mission et méthode d'investigation.....	5
6. Locaux visités	6
7. Tableau général de repérage.....	7
8. Matériaux repérés dans le cadre de la mission.....	8
9. Reportage Photos.....	9
10. Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation liés à leur environnement	10
11. Annexes.....	13

Ce rapport n'est pas destiné à la réalisation de travaux ultérieurs. Avant toute intervention personnelle ou d'entreprises extérieures, le propriétaire a l'obligation de faire procéder aux investigations complémentaires. Dans le cas de travaux de réhabilitation, rénovation ou démolition partielle ou totale, le propriétaire doit communiquer les documents amiante et en priorité le diagnostic approfondi, aux entreprises, conformément au décret n° 2001-1016 relatif à l'analyse de risques des chefs d'établissement et faire procéder à la dépose des matériaux amiantés avant tout début d'intervention, par une entreprise bénéficiant d'une qualification AFAQ ASCERT, QUALIBAT 15-52.

Ce rapport mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du code de la santé publique est valide jusqu'à la réalisation de travaux.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

ABCIDIA

4, Route de la Noue - 91190 GIF SUR YVETTE

Certification Diagnostic Amiante : N° 17-984 valide du 01/07/2017 au 30/06/2022

Ce rapport contient 21 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.

Edition en 1 exemplaire(s).

SERVICIMMO TOURS - Siege Social : 14, Rue Galpin Thiou 37000 TOURS. Tel : 02.47.47.0123. Fax : 02.47.47.03.30.

RCS Tours Capital : SAS au capital de 52 000 euros. Code APE : 7112B.

N° TVA Intracommunautaire: FR 37433994563

1. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ensemble du bien

- ✓ **Produit ou matériau contenant de l'amiante sur jugement personnel de l'opérateur :**
 - Amiante ciment [liste B](Salon)
- ✓ **Produit ou matériau qui, par nature, ne contient pas d'amiante :**
 - Calorifugeages [liste A](Local citerne à fuel)

Annexe

- ✓ **Produit ou matériau contenant de l'amiante sur jugement personnel de l'opérateur :**
 - fibre ciment [liste B](Dépendance)
 - Amiante ciment [liste B](Grange)

En cas de présence de matériaux et produits contenant de l'amiante, toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux ou de ceux les recouvrant ou les protégeant doivent être avertie.

Fait à TOURS

Le vendredi 11 décembre 2020
par **David BOUE** opérateur de diagnostic



**Servicimmo**
SERVICIMMO.COM

Siège social : 14, rue Gajin-Thieu - 37000 TOURS
Tel : 02 47 47 0123 - Fax : 02 47 47 03 30
E-mail : info@servicimmo.fr
SIRET : 432 864 583 00007 R.C.S Tours 4916 0447 11128
TVA n° FR 2143286483

Parties d'ouvrage non vérifiables :

Des locaux ou des parties d'ouvrage du programme de repérage n'ont pu être vérifiés.

Niv	Zone/Bât	Pièce	Partie d'ouvrage	Motif
0		Salon	Conduit	Non démontable
1		Toilette 3	gaine et coffre	Non démontable
1		Chambre 2	Conduit	Non démontable
1		Salle d'eau	gaine et coffre	Non démontable
1		Salle d'eau 2	gaine et coffre	Non démontable
1		Toilette 5	gaine et coffre	Non démontable
1		Toilette 6	gaine et coffre	Non démontable
2		Palier 2	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 4	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle de bain 2	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle de bain 3	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 6	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 7	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle d'eau 3	gaine et coffre	Non démontable
1		Placard	Toutes	pas de clés

Des parties de l'immeuble n'ont pu être visitées :

1- les obligations réglementaires prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2012

2- Par conséquent l'opérateur émet des réserves sur la conclusion définitive du repérage de l'amiante réalisé dans le cadre de cette mission. Des investigations complémentaires sur ces parties d'immeubles devront être réalisées pour compléter ce repérage.

Nota : la société SERVICIMMO s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeuble non visitées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son représentant.

Matériaux ou produits de la liste A

Action à effectuer en fonction du résultat de l'évaluation	Evaluation du repérage
Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du produit ou matériau	<input type="checkbox"/> 1
Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement	<input type="checkbox"/> 2
Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement des flocages	<input type="checkbox"/> 3

Article R1334-17 du code de la santé publique :

En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation mentionnée à l'article R. 1334-16, les propriétaires procèdent :

- Contrôle périodique** de l'état de conservation de ces matériaux et produits dans les conditions prévues à l'article R. 1334-27 ; ce contrôle est effectué dans un **délaï maximal de trois ans** à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage ;
- Surveillance du niveau d'empoussièrement** dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission, selon les modalités prévues à l'article R. 1334-18 ;
- Travaux** de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues au dernier alinéa de l'article R. 1334-18. **Les travaux doivent être engagés dans un délai de 1 an** à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle.

Nota (Article R1334-29-3 du code de la santé publique) :

I. — A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R. 1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R. 1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

II. — Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Matériaux ou produits de la liste B

Action à effectuer en fonction du type de recommandation	Type de recommandation
Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du produit ou matériau	<input checked="" type="checkbox"/> EP
Faire réaliser l'action corrective de premier niveau	<input type="checkbox"/> AC1
Faire réaliser l'action corrective de second niveau	<input type="checkbox"/> AC2

Mesures à prendre dans les cas :

EP : procéder à l'évaluation périodique des matériaux concernés, cela consiste à :

- contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : procéder à une remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. L'action corrective de premier niveau consiste à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : L'action corrective concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Nota (Article R1334-29-3 du code de la santé publique) :

III. Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

2. SYMBOLES UTILISES

Les symboles suivants sont utilisés dans ce rapport de repérage et indique une conclusion, les sondages destructifs ou non, l'évaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante :

Symbole	Désignation
	Produit ou matériau, par nature ne contient pas d'amiante
	Absence de produit ou matériau contenant de l'amiante après analyse
	Produit ou matériau contenant de l'amiante (marquage, documentation, ...)
	Produit ou matériau contenant de l'amiante après analyse

Symbole	Désignation
	Sondage non destructif
	Sondage destructif
	Bon état ou dégradé
	Evaluation amiante des matériaux de la liste A : 1 ou 2 ou 3
	Evaluation amiante des matériaux de la liste B : EP, AC1 ou AC2

3. TEXTES DE REFERENCE

- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- Décret no 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-1 et annexe 13-9.
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le Code du Travail.
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique (Version consolidée au 01 novembre 2007)

4. OBJET DE LA MISSION

Date de la commande : 30/11/2020

Dossier N° : T20-12-DB-007

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

Périmètre et programme de repérage : Ensemble du bien

DONNEUR D'ORDRE	
Nom :	
Adresse :	

Adresse du bien visité : 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER	
Maison - Bien inoccupé	
Type : Maison	Partie : Partie Privative
Usage : habitation	Cadastre
Date de construction : avant le 1er janvier 1949	Section : non communiqué
Propriété bâtie : Oui	Parcelle : non communiqué
	En copropriété : Non

Cette mission a été réalisée en l'absence d'un représentant du donneur d'ordre

Visite réalisée : **02/12/2020 par David BOUE**

Documents transmis : **NEANT**

Assurance RCP : AXA FRANCE IARD N°10592956604 valide jusqu'au 31/12/2020

5. CADRE DE LA MISSION ET METHODE D'INVESTIGATION

L'objectif du repérage est d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble et susceptible de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou à l'occasion d'opérations d'entretien ou de maintenance.

La mission consiste exclusivement à rechercher et constater de visu la présence de matériaux et produits, accessibles sans travaux destructifs, qui correspondent à la liste A et à la liste B définie en annexe 13.9 du Code de la Santé Publique et qui sont susceptibles de contenir de l'amiante.

Il est précisé dans le tableau général de repérage du présent document les listes A et B de matériaux et produits et matériaux susceptibles de contenir de l'amiante de l'annexe 13-9 applicables pour cette mission.

Un examen exhaustif de tous les locaux qui composent le bâtiment est effectué. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse.

Pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, l'opérateur du repérage atteste le cas échéant, de la présence d'amiante. En cas de doute, il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure.

Lorsqu'un produit ou matériau est considéré comme étant « susceptible de contenir de l'amiante », l'opérateur de repérage ne peut conclure à l'absence d'amiante sans avoir recours à une analyse.

Conformément aux prescriptions de l'article R1334-18 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisés par un organisme accrédité.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés ; ces échantillons sont repérés de manière à ce que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés soient précisément identifiés.

Remarques importantes :

Le repérage ne comporte aucun démontage hormis le soulèvement de plaques de faux plafond, grille de ventilation ou trappes de visite (accessible sans démontage), ni investigation destructive à l'exclusion des prélèvements de matériaux. En conséquence notre responsabilité ne saurait être engagée en cas de découverte ultérieure de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos lors de la visite, ou nécessitant un arrachage de revêtements destructif ou des démolitions, ou nécessitant des démontages de matériels ou des déplacements de meubles.

- Par ailleurs, toutes modifications ultérieures substantielles de l'ouvrage ou de son usage qui rendraient accessibles des matériaux qui n'étaient pas visibles précédemment, nécessitera la mise à jour de ce rapport de repérage, et annulera tout ou partie des conclusions données

6. LOCAUX VISITES

6.1. LOCAUX VISITES :

Niveau	Zone	Local	Sol	Murs	Plafond
-1		Local citerne à fuel	béton	Pierre mortier et brique	brique
-1		Cave 2	béton	Pierre mortier	brique
0	Annexe	Dépendance	béton	béton	peinture sur plâtre
0		Cuisine	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
0		Cuisine 2	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
0		Salon	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
0		Dégagement	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
0		Toilette	revêtement plastique sur carrelage	papier peint faïence sur plâtre	peinture sur plâtre
0		Toilette 2	revêtement plastique sur béton	papier peint faïence sur plâtre	peinture sur plâtre
0		Chaufferie	béton	Pierre mortier	béton
0		Placard sous escalier	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
0		Placard sous escalier 2	carrelage sur béton	plâtre et béton	bois
0		Salon 2	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
0		Petit salon	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plaque de plâtre
1		Palier	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Dégagement 2	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Toilette 3	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Chambre	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Salle de bain	revêtement plastique sur carrelage	papier peint faïence sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Chambre 2	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Salle d'eau	revêtement plastique sur parquet	peinture faïence sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Toilette 4	revêtement plastique sur parquet	papier peint faïence sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Couloir	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Salle d'eau 2	revêtement plastique sur parquet	peinture faïence sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Toilette 5	revêtement plastique sur parquet	peinture faïence sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Chambre 3	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre
1		Toilette 6	revêtement plastique sur parquet	papier peint sur plâtre	papier peint sur plâtre
0		Cage d'escalier	vernis sur bois	peinture sur plâtre	
1		Cage d'escalier 2	vernis sur bois	peinture sur plâtre	
2		Palier 2	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
2		Placard 2	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
3		Comble	laine minérale sur bois		tuiles sur bois
2		Couloir 2	moquette sur parquet	papier peint sur plâtre	papier peint sur plâtre
2		Chambre 4	moquette sur parquet	papier peint sur plâtre	papier peint sur plâtre
2		Salle de bain 2	revêtement plastique sur béton	papier peint faïence sur plâtre	papier peint sur plâtre
2		Couloir 3	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre
2		Chambre 5	parquet	papier peint sur plâtre	papier peint sur plâtre
2		Salle de bain 3	revêtement plastique sur parquet	papier peint faïence sur plâtre	papier peint sur plâtre
2		Chambre 6	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre
2		Chambre 7	moquette sur parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre
2		Salle d'eau 3	revêtement plastique sur parquet	papier peint faïence sur plâtre	papier peint sur plâtre
2		Toilette 7	revêtement plastique sur parquet	papier peint faïence sur plâtre	papier peint sur plâtre

Niveau	Zone	Local	Sol	Murs	Plafond
2		Placards	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre
0	Annexe	Grange	terre et pierres	peinture sur parpaing tôles métalliques	tuiles sur tôles métalliques
0	Annexe	Maisonette	terre	Pierre brique mortier	tuiles sur bois
0	Annexe	Cheminée	terre	brique	
0	Annexe	Atelier	béton	pierres apparentes	brique plâtrière
-1		Cave	béton	pierres mortier	briques

7. TABLEAU GENERAL DE REPERAGE

Observations générales: NEANT

Liste A	
Elément de construction	Prélèvements / Observations
Flocages	Sans objet
Calorifugeages	 Matériau ou produit ne contenant pas d'amiante
Faux plafonds	Sans objet

Liste B			
Elément de construction	Composants de la construction	Partie du composant inspecté ou sondé	Prélèvements / Observations
1. Parois verticales intérieures	Murs et cloisons "en dur" et poteaux (périphériques et intérieurs).	Revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment)	 Matériau ou produit contenant de l'amiante
	Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres		Sans objet
	Revêtement de murs		Sans objet
2. Planchers et plafonds	Planchers		Sans objet
	Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.		Sans objet
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits	 Matériau ou produit contenant de l'amiante
	Clapets/volets coupe-feu		Sans objet
	Portes coupe-feu		Sans objet
	Vide-ordures		Sans objet
	Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes		Sans objet
	Interfaces entre structures		Sans objet
4. Eléments extérieurs	Machinerie		Sans objet
	Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment)	 Matériau ou produit contenant de l'amiante
	Bardages et façades légères		Sans objet
	Conduits en toiture et façade		Sans objet
	Eléments ponctuels		Sans objet
Vide-ordures		Sans objet	

8. MATERIAUX REPERES DANS LE CADRE DE LA MISSION

Matériaux de la liste A repérés dans le cadre de la mission décrite dans l'entête de ce rapport											
N° de repérage	Niveau	Zone homogène	Composant	Partie de composant	Matériau	Photo	Prélèvement échantillon (1)	Résultat	Nombre de sondages		Type de conservation
									D=destructif	ND=non destructif	
002	-1	Local citerne à fuel			Calorifugeages			 Par nature	0	1	

(1) Prélèvements : Voir la synthèse des prélèvements.
(2) Evaluation : Matériaux de la liste A : 1=Contrôle périodique, 2=Surveillance du niveau d'empoussièrement, 3=Tavaux à réaliser et prise de mesures

Matériaux de la liste B repérés dans le cadre de la mission décrite dans l'entête de ce rapport											
N° de repérage	Niveau	Zone homogène	Composant	Partie de composant	Matériau	Photo	Prélèvement échantillon (1)	Résultat	Nombre de sondages		Type de Recommandation
									D	ND	
003	0	Annexe/Dépendance	Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment)	fibres ciment	X			0	1	EP
004	0	Salon	Murs et cloisons "en dur" et poteaux (périphériques et intérieurs).	Revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment)	Amiante ciment	X			0	1	EP
005	0	Annexe/Grange	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits	Amiante ciment	X			0	1	EP

(1) Prélèvements : Voir la synthèse des prélèvements.
(2) Type de recommandation : EP= évaluation périodique, AC1=action corrective de premier niveau, AC2=action corrective de second niveau

9. REPORTAGE PHOTOS



003 : fibre ciment
Annexe/Dépendance



004 : Amiante ciment
Salon

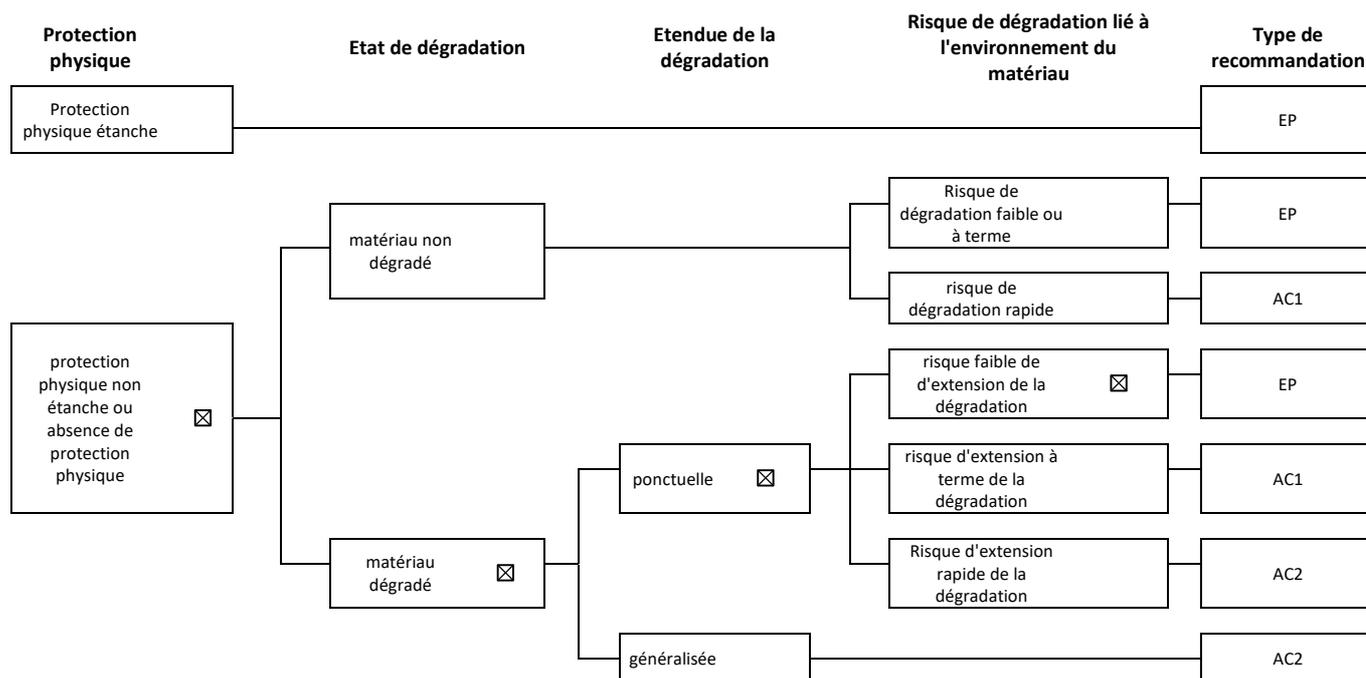


005 : Amiante ciment
Annexe/Grange

10. CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT

Grille des critères d'évaluation de l'état de conservation du matériau de la liste B	
No de dossier	T20-12-DB-007
Date de l'évaluation	02/12/2020
Bâtiment	Maison
Local ou zone homogène	Dépendance
Destination déclarée du local	Dépendance
N° de repérage	Matériau
003	fibres ciment

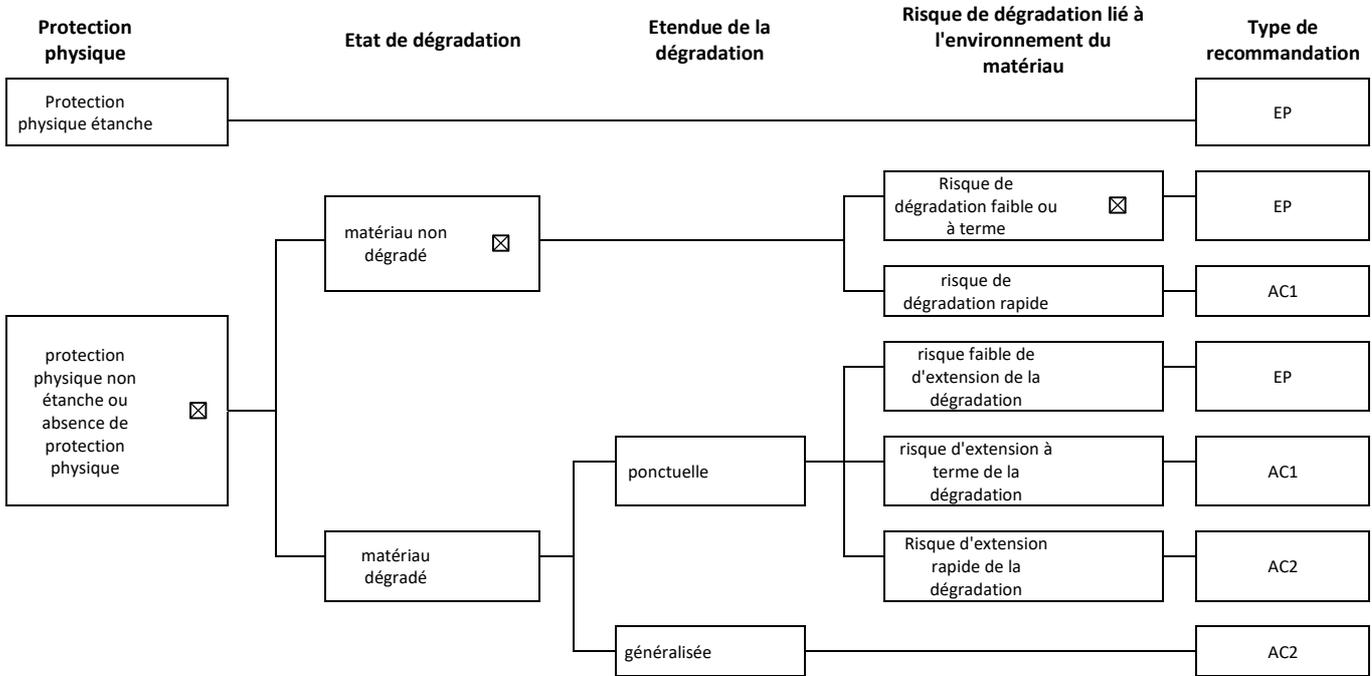
Type de recommandation	Conclusion en application des dispositions de l'article R. 1334-27
EP	protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau présentant une dégradation ponctuelle ayant un risque faible d'extension lié à l'environnement du matériau



Grille des critères d'évaluation de l'état de conservation du matériau de la liste B

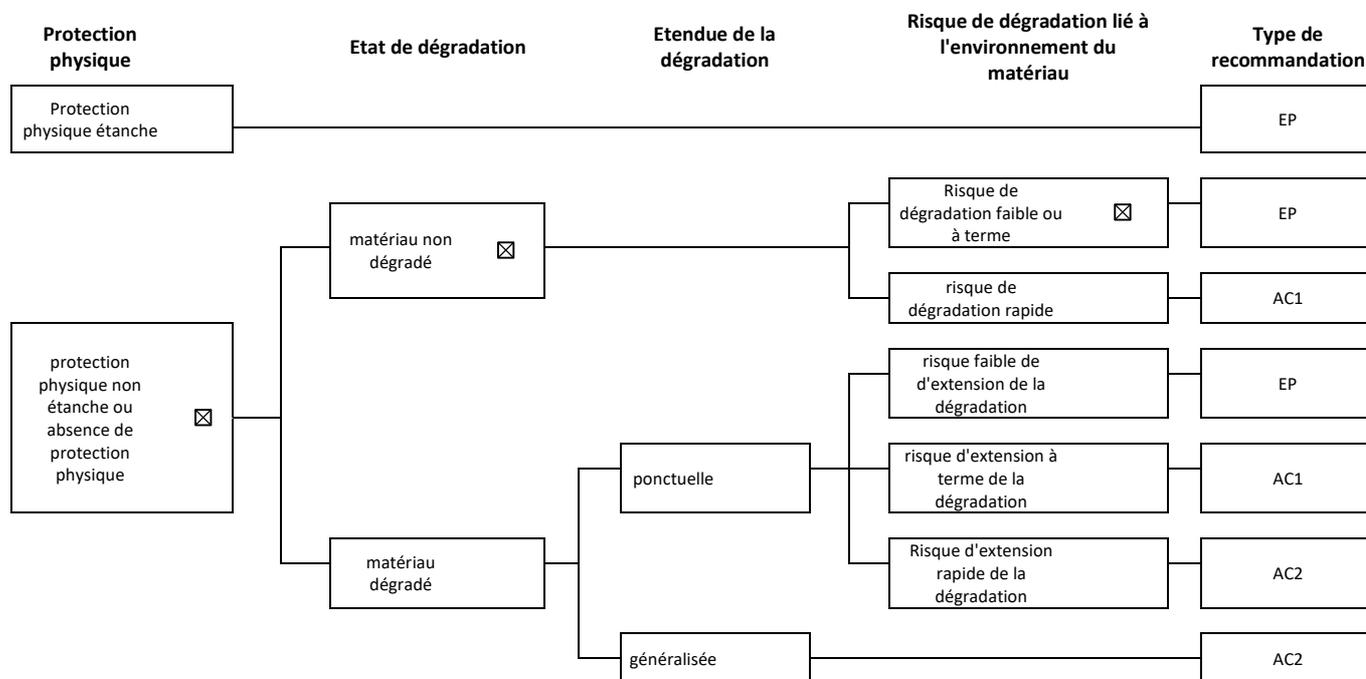
No de dossier	T20-12-DB-007
Date de l'évaluation	02/12/2020
Bâtiment	Maison
Local ou zone homogène	Salon
Destination déclarée du local	Salon
N° de repérage	Matériau
004	Amiante ciment

Type de recommandation	Conclusion en application des dispositions de l'article R. 1334-27
EP	protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau non dégradé présentant un risque de dégradation faible ou à terme lié à l'environnement du matériau



Grille des critères d'évaluation de l'état de conservation du matériau de la liste B	
No de dossier	T20-12-DB-007
Date de l'évaluation	02/12/2020
Bâtiment	Maison
Local ou zone homogène	Grange
Destination déclarée du local	Grange
N° de repérage	Matériau
005	Amiante ciment

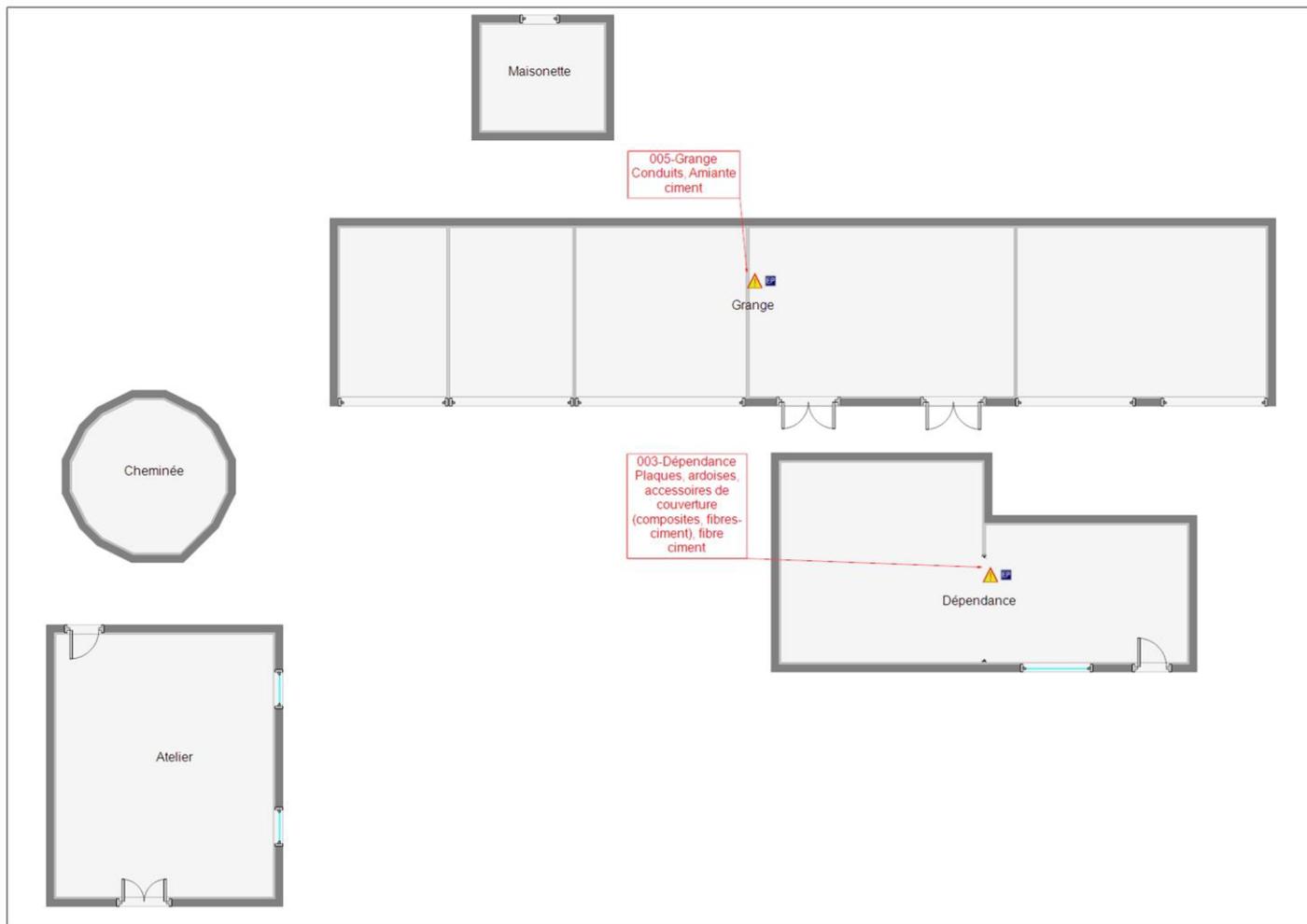
Type de recommandation	Conclusion en application des dispositions de l'article R. 1334-27
EP	protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau non dégradé présentant un risque de dégradation faible ou à terme lié à l'environnement du matériau



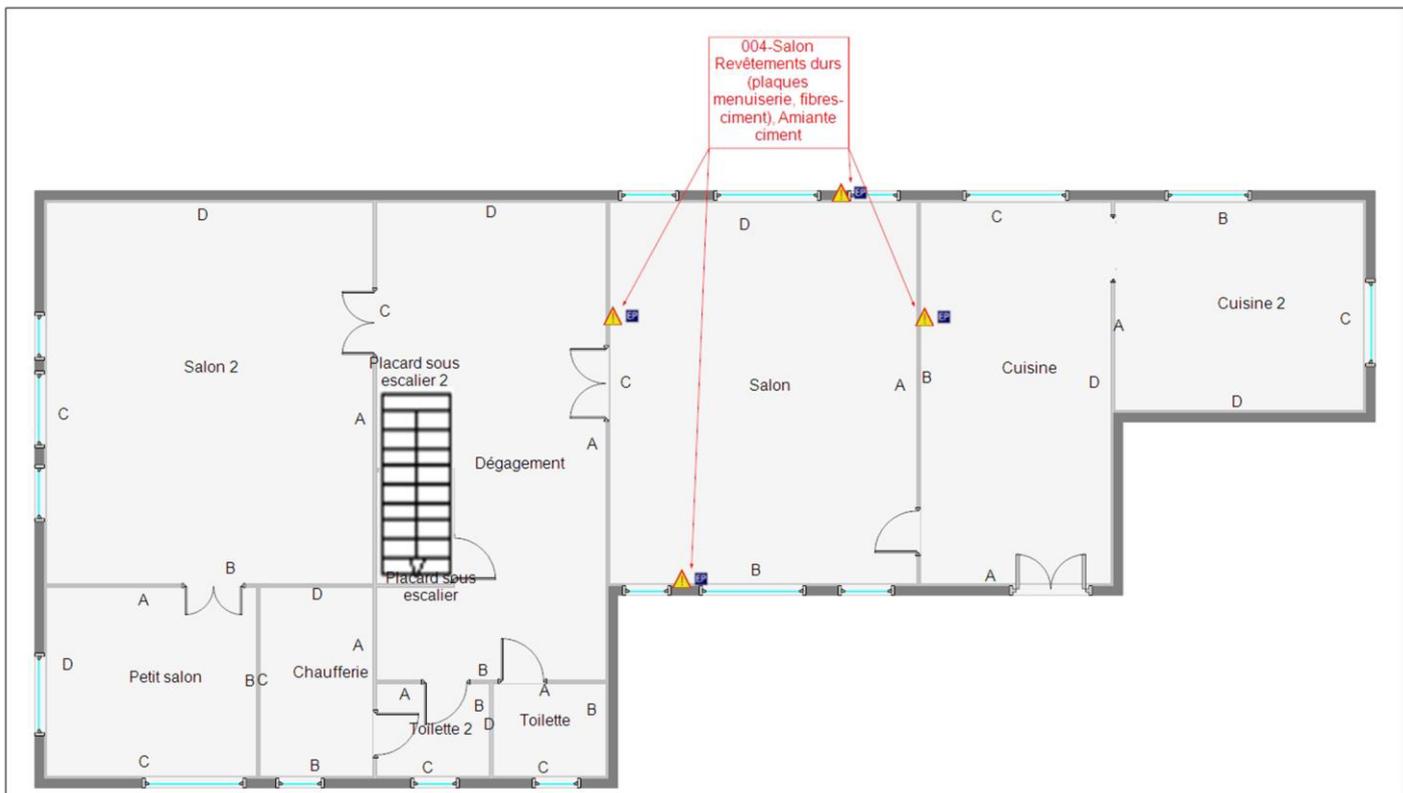
11. ANNEXES

11.1. ANNEXE : CROQUIS

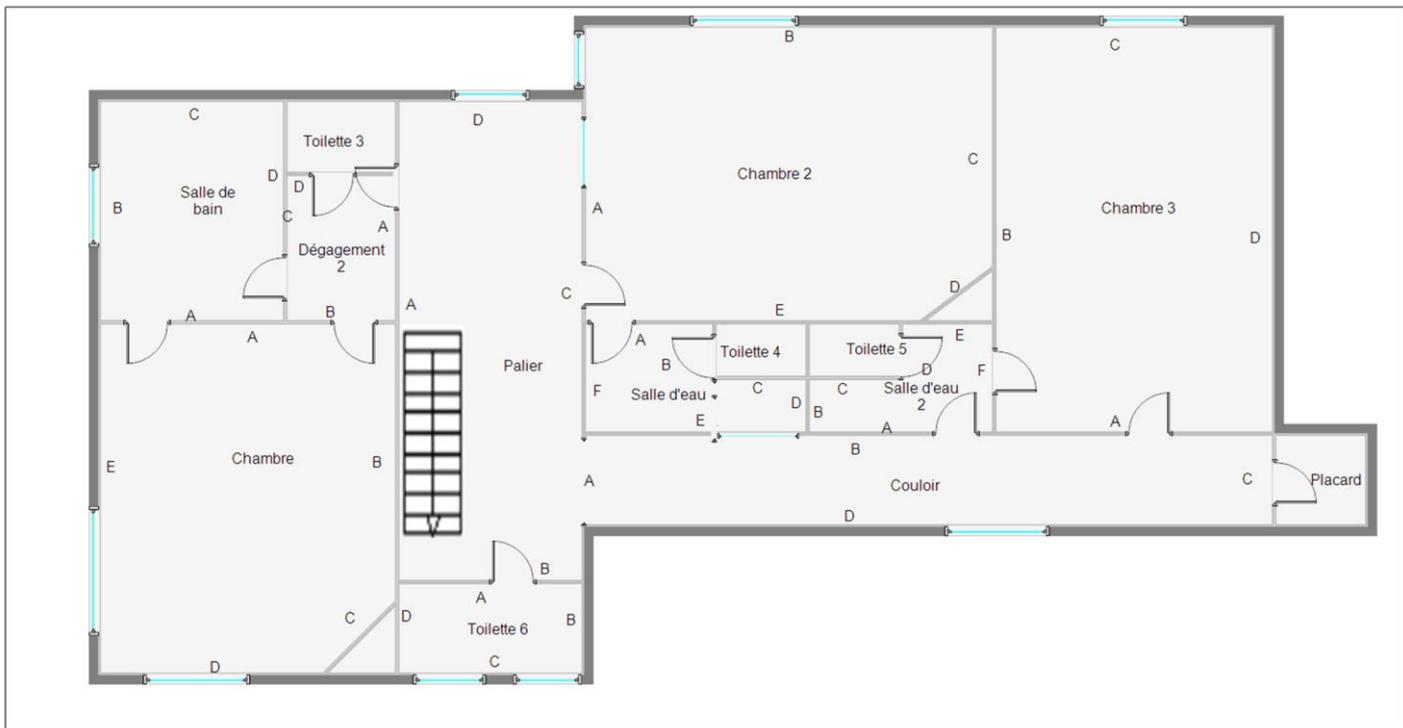
	Désignation		Désignation
	Absence de produit ou matériau contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur		Sondage non destructif
	Absence de produit ou matériau contenant de l'amiante après analyse		Sondage destructif
	Produit ou matériau contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur		Locaux inaccessibles
	Produit ou matériau contenant de l'amiante après analyse		
	Produit ou matériau susceptible de contenir de l'amiante		



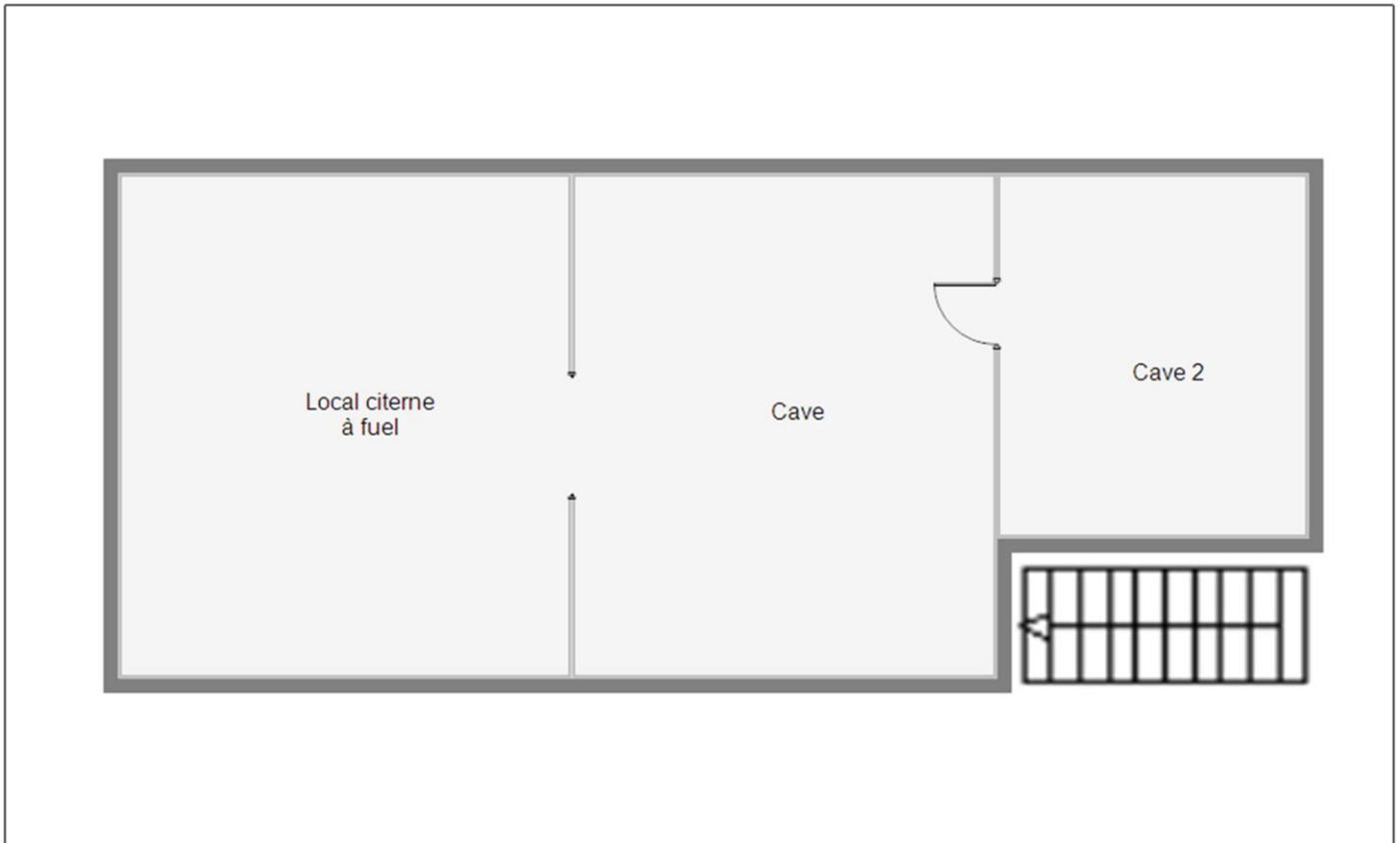
**Maison - 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER
Annexe Niveau 0**



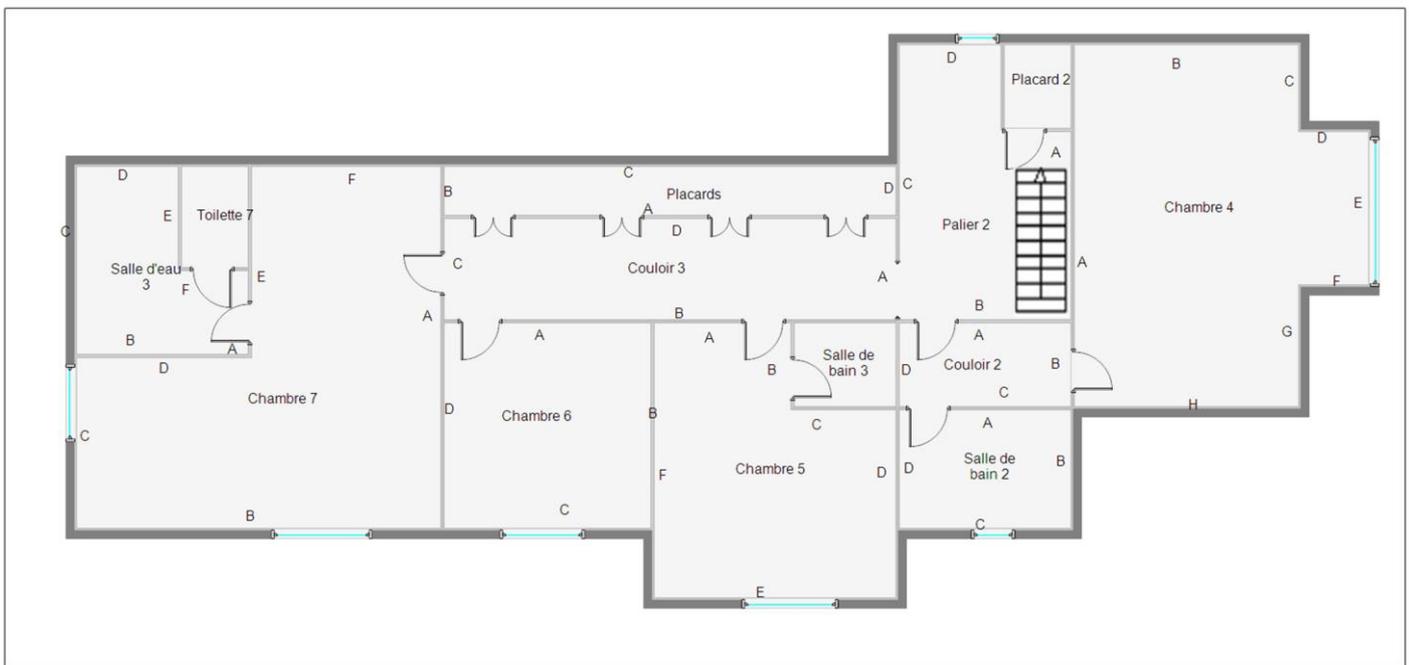
**Maison - 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER
Niveau 0**



**Maison - 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER
Niveau 1**



**Maison - 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER
Niveau -1**



**Maison - 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER
Niveau 2**

11.2. ANNEXE OBLIGATOIRE D'INFORMATIONS DANS LE CAS DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers

(mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.



ATTESTATION
D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE Contrat n°: 10592956604
Responsabilité civile Professionnelle
Diagnosticteur technique immobilier

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cédex, attestons que la :

SERVICIMMO
14 RUE GALPIN THIOU
37000 TOURS
Adhérent n°063

A adhéré par l'intermédiaire de LSN Assurances, 1 rue des Italiens 75431 Paris Cedex 09, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n°10592956604.

Garantissant les conséquences pécuniaires de la **Responsabilité Civile Professionnelle** de la société de Diagnostic Technique en Immobilier désignée ci-dessus dans le cadre des activités listées ci-après, **sous réserve qu'elles soient réalisées par des personnes disposant des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'Accréditation, d'Agrément au sens contractuel.**

CATEGORIE 1 couvrant les activités couramment exercées par les diagnostiqueurs immobiliers

- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE sans mention),
- Diagnostic de performance énergétique des maisons individuelles (DPE sans mention),
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) (plomb sans mention),
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante (amiante sans mention),
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante sans mention),
- Dossier technique amiante (amiante sans mention),
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment,
- Etat parasitaire, insectes xylophages et champignons lignivores dont Mèrùle,
- L'état de l'installation intérieure de gaz,
- L'état de l'installation intérieure d'électricité,
- L'état d'installation d'assainissement non collectif,
- Assainissement collectif,
- L'état des risques et des pollutions (ERP),
- L'information sur la présence d'un risque de mèrùle,
- Certificats de surface – Bien à la vente (Loi Carrez),
- Certificats de surface – Bien à la location (Loi Boutin),
- Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,

AXA France IARD SA
Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- Diagnostic humidité,
- Etats des lieux locatifs (des parties privatives),
- Activité de vente et/ou installation des détecteurs avertisseurs autonomes de fumée (DAAF) **sans travaux d'électricité et sans maintenance,**
- Certificat de logements décents, Normes d'habitabilité [notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Robien, Scellier, Prêts conventionnés – prêts à taux zéro –,
- Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. (DPE sans mention)

CATEGORIE 2 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités de la catégorie 1

- Audit énergétique pour copropriété,
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE avec mention),
- Diagnostic de risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP) (plomb avec mention),
- Constat après travaux Plomb, (sans mention)
- Diagnostic de mesures surfaciques des poussières de plomb, (sans mention)
- Recherche de plomb avant travaux, avant démolition,
- Diagnostic du plomb dans l'eau,
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante avec mention),
- Constat visuel amiante de première et seconde restitution après travaux (amiante avec mention),
- Dossier technique amiante (amiante avec mention),
- Diagnostic amiante avant démolition, (avec mention)
- Diagnostic amiante avant travaux (RAAT), **SS4** et quantification du volume de matériaux et produits contenant de l'amiante,
- Bilans thermiques : par infiltrométrie et ou thermographie infrarouge,
- Réalisation de tests d'infiltrométrie et ou thermographie infrarouge selon le cahier des charges RT 2012,
- Diagnostic Technique Global (Plan pluriannuel des travaux pour les copropriétés, **BAC+3** dans le domaine Technique du Bâtiment ou **VAE équivalente**).
- Légionellose **sauf exclusions contractuelles,**
- Diagnostic accessibilité handicapé dans les établissements recevant du public, (ERP, IOP, Y),
- Diagnostic radon,
- Dépistage radon, (Autorité de Sécurité Nucléaire)
- Calcul des millièmes de copropriété et état descriptif de division.

CATEGORIE 3 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités des catégories 1 et 2

- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public :
 - Voie 1 : (COFFRAC)
 - Voie 2 :
- Diagnostic amiante sur enrobés, Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP), **SS4**
- Diagnostics des déchets issus de la démolition,

AXA France IARD SA
 Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Diagnostic déchets de chantier (article R111-43 à R111-49 du CCH),
- Diagnostic Technique SRU,
- Diagnostic Eco prêt,
- Evaluation immobilière en valeur vénale et en valeur locative,
- Mesurage de la surface au sol des locaux tertiaries,
- Diagnostic acoustique,
- Formation, Auditeur dans le cadre des activités garanties dans le présent contrat,
- Prélèvement d'air pour mesure d'empoussièremment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis et prélèvement d'air pour mesure des niveaux d'empoussièremment de fibre d'amiante au poste de travail :
 - Les mesures d'empoussièremment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis (LAB REF 26 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements),
 - Les mesures d'empoussièremment en fibres d'amiante au poste de travail (LAB REF 28 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements).
- Radon hors réglementation,
- Diagnostic de mise en sécurité des ascenseurs **hors préconisation de travaux**,
- Coordonnateur SPS,
- Diagnostic de repérage amiante sur navires battant pavillons français,
- Etude thermique réglementaire,
- Etats des installations intérieures d'électricité dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques (sécurité au travail),
- Expertise technique en matière d'assurance pour le compte des assurés et des assureurs
- Expertise en contrôle technique immobilier.

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à **500 000 € par sinistre et 1 000 000 € par année d'assurance.**

LA PRESENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020 INCLUS SOUS RESERVE DES POSSIBILITES DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNEE D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET DES CONDITIONS DU CONTRAT AUXQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NANTERRE le 17/01/2020
 Pour servir et valoir ce que de droit.
 POUR L'ASSUREUR,
 LSN, par délégation de signature ::



AXA France IARD SA
 Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

Attestation sur l'honneur

J'atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles cités ci-dessous :

« Art. R. 271-1. - Pour l'application de l'article L. 271-6, il est recouru soit à une personne physique dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, soit à une personne morale employant des salariés ou constituée de personnes physiques qui disposent des compétences certifiées dans les mêmes conditions.

« La certification des compétences est délivrée en fonction des connaissances techniques dans le domaine du bâtiment et de l'aptitude à établir les différents éléments composant le dossier de diagnostic technique.

« Les organismes autorisés à délivrer la certification des compétences sont accrédités par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation est accordée en considération de l'organisation interne de l'organisme en cause, des exigences requises des personnes chargées des missions d'examineur et de sa capacité à assurer la surveillance des organismes certifiés. Un organisme certificateur ne peut pas établir de dossier de diagnostic technique.

« Des arrêtés des ministres chargés du logement, de la santé et de l'industrie précisent les modalités d'application du présent article.

« Art. R. 271-2. - Les personnes mentionnées à l'article L. 271-6 souscrivent une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.

« Art. R. 271-3. - Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L. 271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier.

« Art. R. 271-4. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait :

« a) Pour une personne d'établir un document prévu aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6 ;

« b) Pour un organisme certificateur d'établir un dossier de diagnostic technique en méconnaissance de l'article R. 271-1 ;

« c) Pour un vendeur de faire appel, en vue d'établir un document mentionné aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4, à une personne qui ne satisfait pas aux conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies aux articles R. 271-1 et R. 271-2 ou aux conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6.

« La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal. »

- La présente attestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

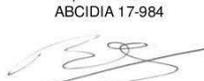
Jacques-Alexandre LHOTELLIER
Expert certifié
I.CERT CPDI 4024



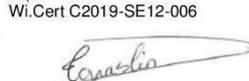
Marc URIOS
Expert certifié
Qualixpert C0225



David BOUÉ
Expert certifié
ABCIDIA 17-984



Théo GRASLIN
Expert certifié
Wi.Cert C2019-SE12-006



Siège social: 14, rue Galpin Thiou – 37000 TOURS
Tél. 02 47 47 01 23
E-mail: info@servicimmo.fr
www.servicimmo.fr
SAS au capital de 52000 € - SIRET: 433994563 00032
R.C.S Tours – APE-NAF: 7112B
TVA Intra communautaire: FR 37433994563

FRANCE
CA **ROTTAGE**
R O U T I E R



La certification de compétence de personnes physiques
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

BOUE David
sous le numéro 17-984

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- Amiante** sans mention Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- DPE** individuel Prise d'effet : 21/07/2017 Validité : 20/07/2022
Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011
- Gaz** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011.
- CREP** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- Termites** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Zone d'intervention : France métropolitaine
Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- Electricité** Prise d'effet : 21/07/2017 Validité : 20/07/2022
Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009



Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 route de la Noue 91190 GIF-SUR - YVETTE - 01 64 46 68 24
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014

**RAPPORT DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION
 INTÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ
 ETABLI A L'OCCASION D'UNE VENTE**

SUIVANT L'ARRETE DU 28 SEPTEMBRE 2017 DEFINISSANT LE MODELE ET LA METHODE DE REALISATION DE L'ETAT
 de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation

Rédigé le vendredi 11 décembre 2020

PROPRIETAIRE
Nom : Adresse :

DOSSIER N°: T20-12-DB-007

ADRESSE DES LOCAUX VISITES		
MAISON 16-18 RUE DU GENERAL DE GAULLE 41140 NOYERS SUR CHER		

<input type="checkbox"/> L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie. <input checked="" type="checkbox"/> L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

Durée de validité du rapport : 3 ans , rapport valide jusqu'au 01/12/2023

**Ce rapport contient 19 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.
 Edition en 1 exemplaires.**

Sommaire

1- Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances	2
2- Identification du donneur d'ordre	3
3 - Identification de l'opérateur	3
4 - Limites du domaine d'application du diagnostic :	3
5 - Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes	3
6 - Avertissement particulier	4
7 - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel.....	4
8 - Explications détaillées relatives aux risques encourus	4
Annexe : résultat de l'état de l'installation intérieure d'électricité	7
Annexe : Equipement	13
Annexe : Références réglementaires	13
Annexe : Attestation d'assurance	15
Annexe : Certificat de l'opérateur	19

1- Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances:

NOYERS SUR CHER

Type d'immeuble : **Maison**

MAISON SISE 16-18 RUE DU GENERAL DE GAULLE - 41140 NOYERS SUR CHER

Référence cadastrale : **section non communiquée, parcelle non communiquée**

Année de construction : **avant le 1er janvier 1949**

Désignation de l'installation	Distributeur d'électricité	Année de l'installation	Alimentée lors du diagnostic
Installation principale	Enedis	Inconnue	NON

Identification des parties du bien (pièces et emplacements), n'ayant pu être visitées et justification

Niveau	Pièce	Emplacement	Justification
1	Placard		pas de clés
0	Salon	Conduit	Non démontable
1	Toilette 3	gaine et coffre	Non démontable
1	Chambre 2	Conduit	Non démontable
1	Salle d'eau	gaine et coffre	Non démontable
1	Salle d'eau 2	gaine et coffre	Non démontable
1	Toilette 5	gaine et coffre	Non démontable
1	Toilette 6	gaine et coffre	Non démontable
2	Palier 2	gaine et coffre	Non démontable
2	Chambre 4	gaine et coffre	Non démontable
2	Salle de bain 2	gaine et coffre	Non démontable
2	Salle de bain 3	gaine et coffre	Non démontable
2	Chambre 6	gaine et coffre	Non démontable
2	Chambre 7	gaine et coffre	Non démontable
2	Salle d'eau 3	gaine et coffre	Non démontable

2- Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom :

Adresse :

Qualité du donneur d'ordre :

Le propriétaire

Le notaire

Identité du propriétaire :

Nom :

Adresse :

3 - Identification de l'opérateur

Identité de l'opérateur : **David BOUE**

Nom et raison sociale de l'entreprise : **SERVICIMMO TOURS**

Adresse : **14, Rue Galpin Thiou, 37000 TOURS**

SIRET : **433 994 563 00032**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

ABCIDIA

4, Route de la Noue - 91190 GIF SUR YVETTE

Certification N° 17-984 valide du 21/07/2017 au 20/07/2022

Assurance de l'opérateur : **AXA FRANCE IARD N°10592956604 valide jusqu'au 31/12/2020**

4 - Limites du domaine d'application du diagnostic :

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;

les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;

inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

Cas particulier des immeubles collectifs à usage d'habitation :

En immeuble collectif d'habitation, seule la présence d'une DERIVATION INDIVIDUELLE DE TERRE en partie privative est vérifiée. La présence d'une PRISE DE TERRE, d'un CONDUCTEUR DE TERRE, de la borne ou barrette principale de terre, du CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION, et d'une LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale n'est pas vérifiée puisque situés dans les parties communes, lesquelles ne sont pas visées par le DIAGNOSTIC.

5 - Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

- 1 - L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.
- 2 - Le dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- 3 - Le dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- 4 - La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une baignoire ou une douche.
- 5 - Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- 6 - Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Installations particulières :

- P1, P2 - Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- P3 - La piscine privée, ou le bassin de fontaine.

Informations complémentaires :

IC - Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.

Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.

Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.

En cas d'anomalie, l'annexe, ci-après intitulée « *résultat de l'état de l'installation intérieure d'électricité* », détaille l'état de l'installation intérieure d'électricité réalisé.

6 - Avertissement particulier

Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	non alimenté
Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	
Valeur de la résistance de la prise de terre adaptée au(x) dispositif(s) différentiel(s)	
Tous les socles de prise courant comportant un contact de terre sont reliés à la terre	Absence de courant le jour du diagnostic.
Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un OPERATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée	

7 - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Compte tenu des anomalies identifiées dans l'annexe (résultat de l'état de l'installation intérieure d'électricité), en page 6 du rapport, l'intervention d'un homme de l'art est vivement recommandée

8 - Explications détaillées relatives aux risques encourus

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Appareil général de commande et de protection

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Prise de terre et installation de mise à la terre

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Dispositif de protection contre les surintensités

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Conditions particulières les locaux contenant une baignoire ou une douche

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Matériels électriques présentant des risques de contact direct

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

Piscine privée ou bassin de fontaine

les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

Dispositif (s) différentiel (s) à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique....) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs

l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.

Socles de prise de courant de type à puits (15 mm minimum)

La présence de puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrification, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

Cachet de l'entreprise	Dates de visite et d'établissement de l'état
 <p>Servicimmo SIEGE SOCIAL : 14, rue Gaspin-Tréou - 37000 TOURS Tél. 02 47 47 0123 - Fax : 02 47 47 03 30 E-mail : info@servicimmo.fr BREF : 433 864 863 80002 - S.I.C. TOURS 405 344 31128 TVA INTR. ADMINISTRATIVE FR 3743394400</p>	<p>Visite effectuée le : 02/12/2020</p> <p>Etat rédigé à TOURS Le vendredi 11 décembre 2020</p> <p>Nom David BOUE</p> <p>Signature de l'opérateur</p> 

Annexe : résultat de l'état de l'installation intérieure d'électricité

Par application des règles de l'art en matière de réalisation de l'état des installations électriques des immeubles d'habitation selon la norme NF C16-600 de juillet 2017.

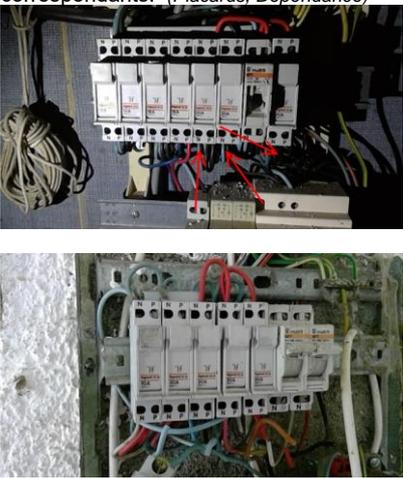
- (1) Référence des anomalies selon NF C16-600 Juillet 2017
- (2) Référence des mesures compensatoires selon NF C16-600 Juillet 2017
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

Les anomalies recensées ci-dessous le sont à titre indicatif, donc non exhaustives.

N° Fiche : B3 Prise de terre et installation de mise à la terre

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B3.3.06a1	<p>Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. (Salon, Salon 2, Chambre, Chambre 2, Toilette 5, Chambre 3, Chambre 5, Chambre 7)</p> 		
B3.3.06a3	<p>Au moins un CIRCUIT (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <i>circuits d'éclairage</i></p>		

N° Fiche : B4 Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs sur chaque circuit

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B4.3e	<p>Le courant assigné (calibre) de la protection contre les surcharges et courts-circuits d'au moins un CIRCUIT n'est pas adapté à la section des CONDUCTEURS correspondants. (<i>Placards, Dépendance</i>)</p> 		

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B4.3f2	La section des CONDUCTEURS de la CANALISATION d'alimentation d'au moins un tableau n'est pas en adéquation avec le courant assigné du dispositif de protection placé immédiatement en amont ou avec le courant de réglage du DISJONCTEUR de branchement placé immédiatement en amont .		
B4.3f3	A l'intérieur du tableau, la section d'au moins un conducteur alimentant les dispositifs de protection n'est pas adaptée au courant de réglage du disjoncteur de branchement. <i>(Chaufferie, Petit salon, Couloir 3, Placards, Dépendance)</i> 		

N° Fiche : B5 Liaison équipotentielle supplémentaire (LES dans chaque local contenant une baignoire ou une douche)

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B5.3a	Locaux contenant une baignoire ou une douche : la continuité électrique de la LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire, reliant les ELEMENTS CONDUCTEURS et les MASSEs des MATERIELs ELECTRIQUEs, n'est pas satisfaisante (résistance > 2 ohms).		

N° Fiche : B6 Respect des règles liées aux zones dans chaque local contenant une baignoire ou une douche

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B6.3.1a	<p>Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le MATERIEL ELECTRIQUE et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <i>Non reliée à la terre (Salle d'eau, Salle de bain , Salle d'eau 3, Salle de bain 2)</i></p>		

N° Fiche : B7 Matériels présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B7.3a	<p>L'ENVELOPPE d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. (<i>Chaufferie, Petit salon, Chambre 5</i>)</p>		

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B7.3d	<p>L'installation électrique comporte au moins une CONNEXION avec une partie active nue sous tension accessible. <i>domino apparent (Chambre 4, Couloir 3, Chambre 5, Cuisine annexe)</i></p> 		
B7.3c2	<p>Au moins un CONDUCTEUR nu et/ou au moins une partie accessible est alimenté sous une tension > 25 V a.c. ou > 60 V d.c. ou est alimenté par une source autre que TBTS. <i>(Toilette 2, Salle d'eau annexe, Cuisine annexe, Débarras)</i></p> 		

N° Fiche : B8 Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B8.3a	<p>L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste. <i>Douille métallique (Salon, Toilette, Toilette 3, Chambre 5, Séjour annexe, Toilette 2 annexe, Salle d'eau 2 annexe, Pièce, Cuisine 2 annexe)</i></p> 		
B8.3b	<p>L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE inadapté à l'usage. <i>Douille de chantier (Cuisine annexe)</i></p> 		
B8.3d	<p>L'installation comporte au moins un CONDUCTEUR ACTIF dont le diamètre est < 12/10 mm (1,13 mm²). (Salle de bain 2, Salle de bain 3, Salle d'eau 3)</p> 		

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B8.3e	<p>Au moins un CONDUCTEUR isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte, une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le MATERIEL ELECTRIQUE qu'il alimente. <i>(Salle de bain, Salle d'eau, Salon, Placard sous escalier, Chambre 5, Cuisine annexe, Toilette 2 annexe, Salle d'eau 2 annexe, Pièce)</i></p> 		

Annexe : Equipement

Pour réaliser un DIAGNOSTIC, l'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC a à sa disposition les matériels suivants :

- un mètre-ruban (au moins 3 m) portant le marquage CE ;
- un appareil de mesure de continuité dont la source est capable de fournir une tension à vide de 4 V à 24 V et un courant d'au moins 0,2 A ;
- un appareil de mesure d'isolement dont la source est capable de fournir une tension à vide de 500 V en courant continu et un courant de 1 mA ;
- un appareil de mesure de résistance de PRISE DE TERRE par piquets ;
- un appareil de mesure d'impédance de boucle de défaut ;
- un appareil de contrôle de DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL ;
- un appareil de présence et de niveau de tension, de 0 V à au moins 500 V en alternatif et au moins +/- 500 V en continu.

Plusieurs de ces fonctions peuvent être assurées par un même équipement.

Les appareils de mesure électriques sont conformes aux normes de la série NF EN 61557 et à la série NF EN 61010.

Les appareils sont utilisés, maîtrisés et vérifiés périodiquement de façon à assurer que l'aptitude de mesure est compatible avec les exigences de mesure.

Pour les appareils de mesure et de contrôle, il est recommandé de faire établir au moins tous les trois ans un constat de vérification selon la norme X 07-011.

Annexe : Références réglementaires

Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation

Décret no 2016-1105 du 11 août 2016 - Article 4 : Un état de l'installation intérieure d'électricité, réalisé selon les exigences de l'article L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation (vente), tient lieu d'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, s'il a été réalisé depuis moins de six ans à la date à laquelle ce document doit être produit.

Contexte général concernant les mesures à prendre en cas d'anomalies constatées:

- Dans le cas où l'état de l'installation électrique de l'immeuble d'habitation diagnostiqué présente des anomalies (cf chapitre 5 : *Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes*), il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Contexte réglementaire spécifique « électricité » :

- Code de la Construction et de l'habitation articles L134-7, L271-6, R134-10 à R134-13

Généralités concernant notre intervention : L'état des installations intérieures en électricité est effectué en application des articles R134-10 et R 134-11 du code de la construction et de l'habitation de la façon suivante :

« Art. R. * 134-10.-L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances, en aval de l'appareil général de commande et de protection de l'installation électrique propre à chaque logement, jusqu'aux bornes d'alimentation ou jusqu'aux socles des prises de courant. L'état de l'installation intérieure d'électricité porte également sur l'adéquation des équipements fixes aux caractéristiques du réseau et sur les conditions de leur installation au regard des exigences de sécurité.

« Art. R. * 134-11.-L'état de l'installation intérieure d'électricité relève l'existence et décrit, au regard des exigences de sécurité, les caractéristiques :

- d'un appareil général de commande et de protection et de son accessibilité ;
- d'au moins un dispositif différentiel de sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre, à l'origine de l'installation électrique ;
- d'un dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit ;
- d'une liaison équipotentielle et d'une installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une baignoire ou une douche.

L'état de l'installation intérieure d'électricité identifie :

- les matériels électriques inadaptés à l'usage ou présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension ;
- les conducteurs non protégés mécaniquement.

« Art. R. * 134-12.-Pour réaliser l'état de l'installation intérieure d'électricité, il est fait appel à une personne répondant aux conditions de l'article L. 271-6.

« Art. R. * 134-13.-Lorsqu'une installation intérieure d'électricité a fait l'objet d'une attestation de conformité visée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'énergie en application du décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972, cette attestation, ou, à défaut, lorsque l'attestation ne peut être présentée, la déclaration de l'organisme agréé indiquant qu'il a bien visé une attestation, tient lieu d'état de l'installation électrique intérieure prévu par l'article L. 134-7, si l'attestation a été établie depuis moins de trois ans à la date à laquelle ce document doit être produit. »



ATTESTATION

D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE Contrat n°: 10592956604

Responsabilité civile Professionnelle
Diagnosticteur technique immobilier

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cédex, attestons que la :

SERVICIMMO
14 RUE GALPIN THIOU
37000 TOURS
Adhérent n°063

A adhéré par l'intermédiaire de LSN Assurances, 1 rue des Italiens 75431 Paris Cedex 09, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n°**10592956604**.

Garantissant les conséquences pécuniaires de la **Responsabilité Civile Professionnelle** de la société de Diagnostic Technique en Immobilier désignée ci-dessus dans le cadre des activités listées ci-après, **sous réserve qu'elles soient réalisées par des personnes disposant des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'Accréditation, d'Agrément au sens contractuel.**

CATEGORIE 1 couvrant les activités couramment exercées par les diagnostiqueurs immobiliers

- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE sans mention),
- Diagnostic de performance énergétique des maisons individuelles (DPE sans mention),
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) (plomb sans mention),
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante (amiante sans mention),
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante sans mention),
- Dossier technique amiante (amiante sans mention),
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment,
- Etat parasitaire, insectes xylophages et champignons lignivores dont Mèrulle,
- L'état de l'installation intérieure de gaz,
- L'état de l'installation intérieure d'électricité,
- L'état d'installation d'assainissement non collectif,
- Assainissement collectif,
- L'état des risques et des pollutions (ERP),
- L'information sur la présence d'un risque de mèrulle,
- Certificats de surface – Bien à la vente (Loi Carrez),
- Certificats de surface – Bien à la location (Loi Boutin),
- Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche – 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- Diagnostic humidité,
- Etats des lieux locatifs (des parties privatives),
- Activité de vente et/ou installation des détecteurs avertisseurs autonomes de fumée (DAAF) **sans travaux d'électricité et sans maintenance,**
- Certificat de logements décents, Normes d'habitabilité [notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Robien, Scellier, Prêts conventionnés – prêts à taux zéro –,
- Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. (DPE sans mention)

CATEGORIE 2 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités de la catégorie 1

- Audit énergétique pour copropriété,
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE avec mention),
- Diagnostic de risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP) (plomb avec mention),
- Constat après travaux Plomb, (sans mention)
- Diagnostic de mesures surfaciques des poussières de plomb, (sans mention)
- Recherche de plomb avant travaux, avant démolition,
- Diagnostic du plomb dans l'eau,
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante avec mention),
- Constat visuel amiante de première et seconde restitution après travaux (amiante avec mention),
- Dossier technique amiante (amiante avec mention),
- Diagnostic amiante avant démolition, (avec mention)
- Diagnostic amiante avant travaux (RAAT), **SS4** et quantification du volume de matériaux et produits contenant de l'amiante,
- Bilans thermiques : par infiltrométrie et ou thermographie infrarouge,
- Réalisation de tests d'infiltrométrie et ou thermographie infrarouge selon le cahier des charges RT 2012,
- Diagnostic Technique Global (Plan pluriannuel des travaux pour les copropriétés, **BAC+3** dans le domaine Technique du Bâtiment ou **VAE équivalente**).
- Légionellose **sauf exclusions contractuelles,**
- Diagnostic accessibilité handicapé dans les établissements recevant du public, (ERP, IOP, Y),
- Diagnostic radon,
- Dépistage radon, (Autorité de Sécurité Nucléaire)
- Calcul des millièmes de copropriété et état descriptif de division.

CATEGORIE 3 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités des catégories 1 et 2

- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public :
 - Voie 1 : (COFFRAC)
 - Voie 2 :
- Diagnostic amiante sur enrobés, Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP), **SS4**
- Diagnostics des déchets issus de la démolition,

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Diagnostic déchets de chantier (article R111-43 à R111-49 du CCH),
- Diagnostic Technique SRU,
- Diagnostic Eco prêt,
- Evaluation immobilière en valeur vénale et en valeur locative,
- Mesurage de la surface au sol des locaux tertiaries,
- Diagnostic acoustique,
- Formation, Auditeur dans le cadre des activités garanties dans le présent contrat,
- Prélèvement d'air pour mesure d'empoussièremment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis et prélèvement d'air pour mesure des niveaux d'empoussièremment de fibre d'amiante au poste de travail :
 - Les mesures d'empoussièremment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis (LAB REF 26 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements),
 - Les mesures d'empoussièremment en fibres d'amiante au poste de travail (LAB REF 28 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements).
- Radon hors réglementation,
- Diagnostic de mise en sécurité des ascenseurs **hors préconisation de travaux**,
- Coordonnateur SPS,
- Diagnostic de repérage amiante sur navires battant pavillons français,
- Etude thermique réglementaire,
- Etats des installations intérieures d'électricité dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques (sécurité au travail),
- Expertise technique en matière d'assurance pour le compte des assurés et des assureurs
- Expertise en contrôle technique immobilier.

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à **500 000 € par sinistre et 1 000 000 € par année d'assurance.**

LA PRESENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020 INCLUS SOUS RESERVE DES POSSIBILITES DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNEE D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET DES CONDITIONS DU CONTRAT AUXQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NANTERRE le 17/01/2020
 Pour servir et valoir ce que de droit.
 POUR L'ASSUREUR,
 LSN, par délégation de signature ::



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

Attestation sur l'honneur

J'atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles cités ci-dessous :

« Art. R. 271-1. - Pour l'application de l'article L. 271-6, il est recouru soit à une personne physique dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, soit à une personne morale employant des salariés ou constituée de personnes physiques qui disposent des compétences certifiées dans les mêmes conditions.

« La certification des compétences est délivrée en fonction des connaissances techniques dans le domaine du bâtiment et de l'aptitude à établir les différents éléments composant le dossier de diagnostic technique.

« Les organismes autorisés à délivrer la certification des compétences sont accrédités par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation est accordée en considération de l'organisation interne de l'organisme en cause, des exigences requises des personnes chargées des missions d'examineur et de sa capacité à assurer la surveillance des organismes certifiés. Un organisme certificateur ne peut pas établir de dossier de diagnostic technique.

« Des arrêtés des ministres chargés du logement, de la santé et de l'industrie précisent les modalités d'application du présent article.

« Art. R. 271-2. - Les personnes mentionnées à l'article L. 271-6 souscrivent une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.

« Art. R. 271-3. - Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L. 271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier.

« Art. R. 271-4. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait :

« a) Pour une personne d'établir un document prévu aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6 ;

« b) Pour un organisme certificateur d'établir un dossier de diagnostic technique en méconnaissance de l'article R. 271-1 ;

« c) Pour un vendeur de faire appel, en vue d'établir un document mentionné aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4, à une personne qui ne satisfait pas aux conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies aux articles R. 271-1 et R. 271-2 ou aux conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6.

« La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal. »

- La présente attestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

Jacques-Alexandre LHOTELLIER
Expert certifié
I.CERT CPDI 4024



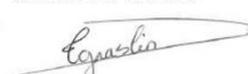
Marc URIOS
Expert certifié
Qualixpert C0225



David BOUÉ
Expert certifié
ABCIDIA 17-984



Théo GRASLIN
Expert certifié
Wi.Cert C2019-SE12-006



Siège social: 14, rue Galpin Thiou – 37000 TOURS
Tél. 02 47 47 0123
E-mail: info@servicimmo.fr
www.servicimmo.fr
SAS au capital de 52000 € - SIRET: 433994563 00032
R.C.S Tours – APE-NAF: 7112B
TVA Intra communautaire: FR 37433994563

FRANCE
CAROTTAGE
ROUTIER



La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

BOUE David
sous le numéro 17-984

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- Amiante sans mention** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- DPE individuel** Prise d'effet : 21/07/2017 Validité : 20/07/2022
Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011
- Gaz** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011.
- CREP** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- Termites** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Zone d'intervention : France métropolitaine
Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- Electricité** Prise d'effet : 21/07/2017 Validité : 20/07/2022
Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009



Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 route de la Noue 91190 GIF-SUR - YVETTE - 01 64 46 68 24
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014

**ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ
 ETABLI A L'OCCASION D'UNE VENTE**

*SELON L'ARRETE DU 18 NOVEMBRE 2013 PORTANT RECONNAISSANCE DE LA NORME NF P45-500
 en application des dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle
 et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
 et l'arrêté du 12 février 2014 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle
 et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
 et norme AFNOR NF P45-500 de janvier 2013*

ETABLI LE VENDREDI 11 DECEMBRE 2020

PROPRIETAIRE
Nom : Adresse :

DOSSIER N°: T20-12-DB-007

ADRESSE DES LOCAUX VISITES	
MAISON 16-18 RUE DU GENERAL DE GAULLE 41140 NOYERS SUR CHER	

Conclusion

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

Durée de validité du rapport : 3 ans , rapport valide jusqu'au 01/12/2023

**Ce rapport contient 10 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.
 Edition en 1 exemplaires.**

Sommaire

A. Désignation du ou des bâtiments	2
B. Désignation du propriétaire	2
C. Désignation de l'opérateur de diagnostic	3
D. Identification des appareils.....	3
E. Anomalies identifiées	3
F. Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motifs	3
G. Constatations diverses	3
H. Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI	4
I. Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c	4
Annexes.....	4

IMPORTANT

Ce rapport est destiné à être produit lors de la signature d'une promesse de vente ou d'acquisition d'un bien immobilier. Suivant la norme NF P45-500, « la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée. La responsabilité de l'opérateur ayant réalisé le diagnostic se limite aux points effectivement vérifiés, les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation » : veuillez consulter les chapitres concernant les locaux non visités et les points de contrôles non vérifiables.

A. DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Code postal	: 41140	Commune	: NOYERS SUR CHER
Adresse	: 16-18 Rue du Général de Gaulle		
Accès	:		
Référence cadastrale	: Section : non communiqué Parcelle : non communiqué		
Désignation et situation du ou des lots de copropriété :			
En copropriété	: Non		
N° de lots	:		
Type de bâtiment	: Maison / habitation		
Visite réalisée	: 02/12/2020		

principale

Nature du gaz distribué	: Gaz Naturel
Distributeur de gaz	: GrDF
Installation alimentée en gaz	: <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Présence d'un compteur en fonctionnement	

B. DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

• Désignation du propriétaire de l'installation intérieure de gaz :
Nom :
Prénom :
Adresse :
• Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :
Nom :
Prénom :
Adresse :
• Titulaire du contrat de fourniture de gaz :
Installation : principale
Nom :
Prénom :
Adresse :
<input type="checkbox"/> Numéro de point de livraison gaz ou
<input type="checkbox"/> Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres ou
<input type="checkbox"/> à défaut le numéro de compteur : NC

C. DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

- Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom: **David BOUE**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **SERVICIMMO TOURS**

Adresse : 14, Rue Galpin Thiou 37000 TOURS

Numéro SIRET : 433 994 563 00032

Désignation de la compagnie d'assurance

Numéro de police et date de validité : **AXA FRANCE IARD N°10592956604 valide jusqu'au 31/12/2020**

Certification de compétence délivrée par : ABCIDIA

4, Route de la Noue - 91190 GIF SUR YVETTE

N° de certification et limite de validité : N° 17-984 valide du 01/07/2017 au 30/06/2022

Norme méthodologique ou spécification technique utilisée : NF P45-500

D. IDENTIFICATION DES APPAREILS

Genre (1), Marque Modèle	Type (2)	Puissance en kw	Installation	Localisation	Observations anomalie, débit calorifique, taux de Co mesuré(s), motifs de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné
Chaudière Buderus Logamax plus GB 162	C- Etanche		principale	Chaufferie	Aucune anomalie Absence de contrôle de l'appareil Motif : gaz coupé

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eau, chaudière, radiateur...

(2) Non raccordé - Raccordé - Etanche.

E. ANOMALIES IDENTIFIEES

CONTRÔLE DE L'INSTALLATION : Aucune anomalie

CONTRÔLE DES APPAREILS : Aucune anomalie

F. IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

F.1. Locaux et parties d'ouvrages non visités :

Niv	Zone/Bât	Pièce	Justification
1		Placard	pas de clés

Parties d'ouvrage non visitées :

Niv	Zone/Bât	Pièce	Parties d'ouvrage	Justification
0		Salon	Conduit	Non démontable
1		Toilette 3	gaine et coffre	Non démontable
1		Chambre 2	Conduit	Non démontable
1		Salle d'eau	gaine et coffre	Non démontable
1		Salle d'eau 2	gaine et coffre	Non démontable
1		Toilette 5	gaine et coffre	Non démontable
1		Toilette 6	gaine et coffre	Non démontable
2		Palier 2	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 4	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle de bain 2	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle de bain 3	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 6	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 7	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle d'eau 3	gaine et coffre	Non démontable

G. CONSTATATIONS DIVERSES

Installation non alimentée en gaz , en conséquence les mesures de CO, de tirage, les contrôles de débordement de flamme, stabilité de flamme, d'étanchéité des circuits, de débit réel de gaz, etc n'ont pas pu être réalisés.

Conformément aux règles élémentaires de sécurité et d'usage concernant les installations intérieures gaz, il est de la responsabilité du propriétaire de faire contrôler la vacuité des conduits de fumées et de faire entretenir régulièrement l'installation par un professionnel qualifié.

Installation : principale

- Absence de contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation par lecture de débit, mais certains raccords ont été vérifiés à l'aide d'un produit moussant.
- Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée (Rappel : l'entretien des appareils et le contrôle annuel de la vacuité des conduits de fumées est obligatoire)
- Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- Le conduit de raccordement n'est pas visitable :

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.

Tant que la (ou les) anomalie(s) DGI n'a (ont) pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.

- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

H. ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Non concerné : aucune anomalie DGI n'a été trouvée

I. ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Non concerné : Aucune anomalie 32c n'a été trouvée

Cachet de l'entreprise	Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation de gaz
 <p>Servicimmo Société par Actions Simplifiée Siège social : 14, rue Galpin-Tréou - 37000 TOURS Tél. 02 47 47 0123 - Fax : 02 47 47 03 30 E-mail : info@servicimmo.fr DIRET : 433 884 583 00002 R.C.S TOURS AP5-NAP 31138 TVA INTR. ADMINISTRATIVE FR 0143384583</p>	Visite effectuée le : 02/12/2020 Etat rédigé à TOURS Le vendredi 11 décembre 2020 Nom David BOUE Signature de l'opérateur 

ANNEXES

Annexes réglementaires

Décret n° 2016-1104 du 11 août 2016 - Article 4 : Un état de l'installation intérieure de gaz, réalisé selon les exigences de l'article L. 134-6 du code de la construction et de l'habitation (vente), tient lieu d'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, s'il a été réalisé depuis moins de six ans à la date à laquelle ce document doit être produit.

Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P45-500 en application des dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz

Décret 2008-1231 du 27 novembre 2008 relatif à la prévention des intoxications par le monoxyde de carbone

Arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz

Arrêté du 25 avril 1985 relatif à la vérification et à l'entretien des installations collectives de ventilation mécanique contrôlée gaz (VMC GAZ)

Arrêté du 02/08/1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances (JO du 24 août 1977).

Décret no 2006-1147 du 14 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique et à l'état de l'installation intérieure de gaz dans certains bâtiments :

« Art. R. 134-6. – L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances. »

« Art. R. 134-7. – L'état de l'installation intérieure de gaz décrit, au regard des exigences de sécurité :

a) L'état des appareils fixes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire ou mettant en œuvre un moteur thermique, alimentés par le gaz ;

b) L'état des tuyauteries fixes d'alimentation en gaz et leurs accessoires ;

c) L'aménagement des locaux où fonctionnent les appareils à gaz, permettant l'aération de ces locaux et l'évacuation des produits de combustion.

L'état est réalisé sans démontage d'éléments des installations. Il est établi selon un modèle défini par arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'industrie. »

« Art. R. 134-8. – Pour réaliser l'état de l'installation intérieure de gaz, il est fait appel à une personne répondant aux conditions de l'article L. 271-6 et de ses textes d'application. »

« Art. R. 134-9. – Lorsqu'une installation intérieure de gaz modifiée ou complétée a fait l'objet d'un certificat de conformité visé par un organisme agréé par le ministre chargé de l'industrie en application du décret no 62-608 du 23 mai 1962 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible, ce certificat tient lieu d'état de l'installation intérieure de gaz prévu par l'article L. 134-6 s'il a été établi depuis moins de trois ans à la date à laquelle ce document doit être produit. »

Art. 3. – Un diagnostic réalisé avant l'entrée en vigueur du présent décret dans le cadre d'opérations organisées par des distributeurs de gaz et dont la liste est définie par arrêté du ministre chargé de l'énergie est réputé équivalent à l'état de l'installation intérieure de gaz prévue à l'article L. 134-6, s'il a été réalisé depuis moins de trois ans à la date à laquelle il doit être produit.

Arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz

« Art. 1er. – L'état de l'installation intérieure de gaz est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances en respectant les exigences méthodologiques suivantes :

– préalablement à son intervention, l'opérateur de diagnostic identifie le client, collecte les informations concernant le bâtiment et s'assure lors de la prise de rendez-vous qu'il pourra avoir accès aux locaux; il s'assure auprès du client que celui-ci l'autorise à prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens;

– lors de la visite, l'opérateur de diagnostic examine l'installation intérieure de gaz, telle que définie par l'arrêté du 2 août 1977 susvisé, et notamment la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion, si l'installation est alimentée en gaz;

– les anomalies constatées à l'occasion de la visite doivent être signalées au client.

L'application de normes ou de spécifications techniques relatives à l'état des installations de gaz, en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, reconnues par le ministère en charge de la sécurité du gaz, est présumée satisfaire aux exigences méthodologiques susmentionnées. »

« Art. 2. – En complément des exigences méthodologiques définies à l'article 1er, la personne physique ou morale visée à l'article R. 271-1 du code de la construction et de l'habitation :

– met en place et assure la pérennité d'un système d'enregistrement et d'archivage de l'ensemble des documents relatifs à son activité;

– apporte les réponses appropriées aux réclamations ou plaintes qui lui sont adressées;

– assure, par une maintenance régulière, la pérennité des caractéristiques techniques et, le cas échéant, métrologiques de l'appareillage utilisé pour la réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz. »

« Art. 3. – L'état de l'installation intérieure de gaz donne lieu à la rédaction d'un rapport établi, en langue française, suivant le modèle fourni en annexe 1 du présent arrêté. »

« Art. 4. – Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction et la directrice de l'action régionale, de la qualité et de la sécurité industrielle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française. »

Annexe : Certificat de l'opérateur



La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

BOUE David
sous le numéro 17-984

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :



Amiante sans mention

Prise d'effet : 30/06/2017

Validité : 30/06/2022

Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.



DPE individuel

Prise d'effet : 21/07/2017

Validité : 20/07/2022

Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011



Gaz

Prise d'effet : 30/06/2017

Validité : 30/06/2022

Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011.



CREP

Prise d'effet : 30/06/2017

Validité : 30/06/2022

Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011



Termites

Prise d'effet : 30/06/2017

Validité : 30/06/2022

Zone d'intervention : France métropolitaine

Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011



Electricité

Prise d'effet : 21/07/2017

Validité : 20/07/2022

Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009



Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 route de la Noue 91190 GIF-SUR -YVETTE - 01 64 46 68 24
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014



ATTESTATION

D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE Contrat n°: 10592956604

Responsabilité civile Professionnelle
Diagnosticteur technique immobilier

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cédex, attestons que la :

SERVICIMMO
14 RUE GALPIN THIOU
37000 TOURS
Adhérent n°063

A adhéré par l'intermédiaire de LSN Assurances, 1 rue des Italiens 75431 Paris Cedex 09, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n°**10592956604**.

Garantissant les conséquences pécuniaires de la **Responsabilité Civile Professionnelle** de la société de Diagnostic Technique en Immobilier désignée ci-dessus dans le cadre des activités listées ci-après, **sous réserve qu'elles soient réalisées par des personnes disposant des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'Accréditation, d'Agrément au sens contractuel.**

CATEGORIE 1 couvrant les activités couramment exercées par les diagnostiqueurs immobiliers

- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE sans mention),
- Diagnostic de performance énergétique des maisons individuelles (DPE sans mention),
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) (plomb sans mention),
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante (amiante sans mention),
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante sans mention),
- Dossier technique amiante (amiante sans mention),
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment,
- Etat parasitaire, insectes xylophages et champignons lignivores dont Mérule,
- L'état de l'installation intérieure de gaz,
- L'état de l'installation intérieure d'électricité,
- L'état d'installation d'assainissement non collectif,
- Assainissement collectif,
- L'état des risques et des pollutions (ERP),
- L'information sur la présence d'un risque de mérule,
- Certificats de surface – Bien à la vente (Loi Carrez),
- Certificats de surface – Bien à la location (Loi Boutin),
- Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- Diagnostic humidité,
- Etats des lieux locatifs (des parties privatives),
- Activité de vente et/ou installation des détecteurs avertisseurs autonomes de fumée (DAAF) **sans travaux d'électricité et sans maintenance**,
- Certificat de logements décents, Normes d'habitabilité [notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Robien, Scellier, Prêts conventionnés – prêts à taux zéro –,
- Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. (DPE sans mention)

CATEGORIE 2 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités de la catégorie 1

- Audit énergétique pour copropriété,
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE avec mention),
- Diagnostic de risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP) (plomb avec mention),
- Constat après travaux Plomb, (sans mention)
- Diagnostic de mesures surfaciques des poussières de plomb, (sans mention)
- Recherche de plomb avant travaux, avant démolition,
- Diagnostic du plomb dans l'eau,
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante avec mention),
- Constat visuel amiante de première et seconde restitution après travaux (amiante avec mention),
- Dossier technique amiante (amiante avec mention),
- Diagnostic amiante avant démolition, (avec mention)
- Diagnostic amiante avant travaux (RAAT), **SS4** et quantification du volume de matériaux et produits contenant de l'amiante,
- Bilans thermiques : par infiltrométrie et ou thermographie infrarouge,
- Réalisation de tests d'infiltrométrie et ou thermographie infrarouge selon le cahier des charges RT 2012,
- Diagnostic Technique Global (Plan pluriannuel des travaux pour les copropriétés, **BAC+3** dans le domaine Technique du Bâtiment ou **VAE équivalente**).
- Légionellose **sauf exclusions contractuelles**,
- Diagnostic accessibilité handicapé dans les établissements recevant du public, (ERP, IOP, Y),
- Diagnostic radon,
- Dépistage radon, (Autorité de Sécurité Nucléaire)
- Calcul des millièmes de copropriété et état descriptif de division.

CATEGORIE 3 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités des catégories 1 et 2

- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public :
 - Voie 1 : (COFFRAC)
 - Voie 2 :
- Diagnostic amiante sur enrobés, Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP), **SS4**
- Diagnostics des déchets issus de la démolition,

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Diagnostic déchets de chantier (article R111-43 à R111-49 du CCH),
- Diagnostic Technique SRU,
- Diagnostic Eco prêt,
- Evaluation immobilière en valeur vénale et en valeur locative,
- Mesurage de la surface au sol des locaux tertiaries,
- Diagnostic acoustique,
- Formation, Auditeur dans le cadre des activités garanties dans le présent contrat,
- Prélèvement d'air pour mesure d'empoussièremment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis et prélèvement d'air pour mesure des niveaux d'empoussièremment de fibre d'amiante au poste de travail :
 - Les mesures d'empoussièremment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis (LAB REF 26 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements),
 - Les mesures d'empoussièremment en fibres d'amiante au poste de travail (LAB REF 28 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements).
- Radon hors réglementation,
- Diagnostic de mise en sécurité des ascenseurs **hors préconisation de travaux**,
- Coordonnateur SPS,
- Diagnostic de repérage amiante sur navires battant pavillons français,
- Etude thermique réglementaire,
- Etats des installations intérieures d'électricité dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques (sécurité au travail),
- Expertise technique en matière d'assurance pour le compte des assurés et des assureurs
- Expertise en contrôle technique immobilier.

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à **500 000 € par sinistre et 1 000 000 € par année d'assurance.**

LA PRESENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020 INCLUS SOUS RESERVE DES POSSIBILITES DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNEE D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET DES CONDITIONS DU CONTRAT AUXQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NANTERRE le 17/01/2020
 Pour servir et valoir ce que de droit.
 POUR L'ASSUREUR,
 LSN, par délégation de signature ::



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

Attestation sur l'honneur

J'atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles cités ci-dessous :

« Art. R. 271-1. - Pour l'application de l'article L. 271-6, il est recouru soit à une personne physique dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, soit à une personne morale employant des salariés ou constituée de personnes physiques qui disposent des compétences certifiées dans les mêmes conditions.

« La certification des compétences est délivrée en fonction des connaissances techniques dans le domaine du bâtiment et de l'aptitude à établir les différents éléments composant le dossier de diagnostic technique.

« Les organismes autorisés à délivrer la certification des compétences sont accrédités par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation est accordée en considération de l'organisation interne de l'organisme en cause, des exigences requises des personnes chargées des missions d'examineur et de sa capacité à assurer la surveillance des organismes certifiés. Un organisme certificateur ne peut pas établir de dossier de diagnostic technique.

« Des arrêtés des ministres chargés du logement, de la santé et de l'industrie précisent les modalités d'application du présent article.

« Art. R. 271-2. - Les personnes mentionnées à l'article L. 271-6 souscrivent une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.

« Art. R. 271-3. - Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L. 271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier.

« Art. R. 271-4. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait :

« a) Pour une personne d'établir un document prévu aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6 ;

« b) Pour un organisme certificateur d'établir un dossier de diagnostic technique en méconnaissance de l'article R. 271-1 ;

« c) Pour un vendeur de faire appel, en vue d'établir un document mentionné aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4, à une personne qui ne satisfait pas aux conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies aux articles R. 271-1 et R. 271-2 ou aux conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6.

« La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal. »

- La présente attestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

Jacques-Alexandre LHOTELLIER
Expert certifié
I.CERT CPDI 4024



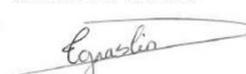
Marc URIOS
Expert certifié
Qualixpert C0225



David BOUÉ
Expert certifié
ABCIDIA 17-984



Théo GRASLIN
Expert certifié
Wi.Cert C2019-SE12-006



Siège social: 14, rue Galpin Thiou – 37000 TOURS
Tél. 02 47 47 0123
E-mail: info@servicimmo.fr
www.servicimmo.fr
SAS au capital de 52000 € - SIRET: 433994563 00032
R.C.S Tours – APE-NAF: 7112B
TVA Intra communautaire: FR 37433994563

FRANCE
CAROTTAGE
ROUTIER

CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB
ARRETE DU 19 AOUT 2011 RELATIF AU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

RAPPORT ETABLI A L'OCCASION D'UN CONSTAT AVANT VENTE
 Date du constat : 02/12/2020 - Date du rapport : vendredi 11 décembre 2020

PROPRIETAIRE	COMMANDITAIRE
Nom : Adresse :	Nom : Adresse :

DOSSIER N°: T20-12-DB-007

ADRESSE DES LOCAUX VISITES	
MAISON 16-18 RUE DU GENERAL DE GAULLE 41140 NOYERS SUR CHER	

Conclusion

Le constat de risque d'exposition au plomb dans les peintures a révélé la présence de revêtements dégradés contenant du plomb.

En application de l'article L. 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.

Le constat de risque d'exposition au plomb dans les peintures a révélé la présence de revêtements contenant du plomb. Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

Absence d'enfant mineur de moins de 6 ans.

Durée de validité du rapport : 1 an

Classes d'unités de diagnostic / Exclusions (UD=Unité de diagnostic)						
UD de Classe	3 : Dégradé	2 : Etat d'usage	1 : Non visible ou non dégradé	0 : < 1 mg/cm ²	Non mesurées	Total
Nb	28	0	49	331	47	455
%	6.2%	0.0%	10.8%	72.7%	10.3%	100.0%

Fait à TOURS

Le vendredi 11 décembre 2020
 par **David BOUE**

Ce rapport contient 36 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.
Edition en 1 exemplaire(s).



Visite réalisée le : 02/12/2020, par notre technicien en l'absence d'un représentant du donneur d'ordre

Circonstances et champs de la mission : Vente;

Etat d'occupation du bien : Bien inoccupé

Caractéristiques de l'appareil à fluorescence X :

Modèle : Pb200i; N° de série : 1324; date chargement de la source : 05/04/2019; nature du nucléide : 57 Co; activité à la date de chargement de la source: 185 MBq

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

ABCIDIA

4, Route de la Noue - 91190 GIF SUR YVETTE

Certification : N° 17-984 valide du 01/07/2017 au 30/06/2022

Assurance RCP : AXA FRANCE IARD N°10592956604 valide jusqu'au 31/12/2020

Sommaire

1	Objet de la mission.....	3
2	Appareil à fluorescence X.....	4
3	Locaux non visités et visités.....	5
4	Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti.....	7
5	Tableau récapitulatif des résultats.....	7
6	Les croquis.....	26
7	Annexes.....	27

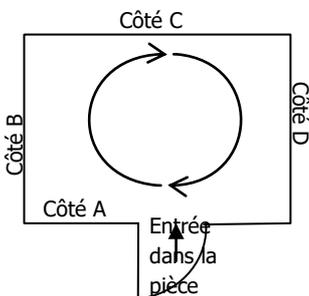
1 OBJET DE LA MISSION

MISSION : T20-12-DB-007
RAPPORT ETABLI A L'OCCASION D'UN CONSTAT AVANT VENTE

Description de la mission

Adresse du bien visité : 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER	
Maison	
Type : Maison	Partie : Partie Privative
Usage : habitation	Cadastre
Date de construction : avant le 1er janvier 1949	Section : non communiqué
Permis de construire : néant	Parcelle : non communiqué
Propriété bâtie : Oui	En copropriété : Non

METHODOLOGIE



L'intérieur d'une pièce est repéré par les côtés (côté A, B, C, ...). La visite se fait dans le sens des aiguilles d'une montre, de gauche à droite, de bas en haut. Les ouvertures du côté sont repérées par leur numéro en commençant à gauche par l'élément 1 (porte 1, fenêtre 1, ...)

2 APPAREIL A FLUORESCENCE X

Nom du fabricant	Heuresis		
Modèle appareil	Pb200i		
N° de série de l'appareil	1324		
Nature du nucléide	57 Co		
Date du dernier chargement de la source	05/04/2019	Activité à cette date : 185 MBq	
Autorisation ASN (DGSNR)	N° DG T370381	Date d'autorisation : 12/06/2018	
	Date de fin de validité de l'autorisation : 03/10/2023		
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	M. LAGOGUÉ Roland		
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Jacques-Alexandre LHOTELLIER		
Fabricant de l'étalon	Heuresis	n° NIST de l'étalon :	sans objet
Concentration	1,04 mg/cm ² mg/cm ²	Incertitude :	0,064 mg/cm ²
Vérification de la justesse de l'appareil			
Date	N° mesure	Concentration en mg/cm ²	
07/12/2020 09:29:07	1	1.00	
07/12/2020 09:29:11	2	1.01	

3 LOCAUX NON VISITES ET VISITES

Le diagnostic est limité aux locaux et aux éléments rendus accessibles lors de la visite.

LOCAUX ET PARTIES D'OUVRAGES NON VISITES :

Nota : la société SERVICIMMO s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeuble non visitées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son représentant.

Locaux non visités :

Niv	Zone/Bât	Pièce	Justification
1		Placard	pas de clés

PARTIES D'OUVRAGE NON VISITEES : DES LOCAUX OU DES PARTIES D'OUVRAGE N'ONT PU ETRE VISITES.

Niv	Zone/Bât	Pièce	Parties d'ouvrage	Justification
0		Salon	Conduit	Non démontable
1		Toilette 3	gaine et coffre	Non démontable
1		Chambre 2	Conduit	Non démontable
1		Salle d'eau	gaine et coffre	Non démontable
1		Salle d'eau 2	gaine et coffre	Non démontable
1		Toilette 5	gaine et coffre	Non démontable
1		Toilette 6	gaine et coffre	Non démontable
2		Palier 2	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 4	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle de bain 2	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle de bain 3	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 6	gaine et coffre	Non démontable
2		Chambre 7	gaine et coffre	Non démontable
2		Salle d'eau 3	gaine et coffre	Non démontable

PIECES ET ELEMENTS EXCLUS DU DIAGNOSTIC : DES UNITES DE DIAGNOSTIC N'ONT PAS FAIT L'OBJET DE MESURES. CELLES-CI SONT RECENSEES DANS LE TABLEAU DES MESURES DES UNITES DE DIAGNOSTIC.

Niv	Zone/Bât	Pièce	Justification
-1		Local citerne à fuel	Hors habitation
-1		Cave 2	Hors habitation
-1		Cave	Hors habitation
1		Placard	Pas d'accessibilité
3		Comble	absence de peinture
0	Annexe	Maisonnette	absence de peinture
0	Annexe	Grange	Hors habitation
0	Annexe	Atelier	Hors habitation
0	Annexe	Cheminée	absence de peinture

DESCRIPTIF DES LOCAUX VISITES :

Niveau	Zone/Bât	Local	Sol	Murs	Plafond	Corniche	Plinthe	Porte	Huisserie Porte	Fenêtre	Huisserie fenêtre	Volet
-1		Local citerne à fuel	béton	pierre mortier et brique	brique							
-1		Cave 2	béton	pierre mortier	brique							
0	Annexe	Dépendance	béton	béton	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	
0		Cuisine	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur métal				
0		Cuisine 2	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur métal				
0		Salon	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur métal				
0		Dégagement	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur métal				
0		Toilette	revêtement plastique sur carrelage	papier peint faïence sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur métal
0		Toilette 2	revêtement plastique sur béton	papier peint faïence sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur métal
0		Chaufferie	béton	pierre mortier	béton			peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	
0		Placard sous escalier	carrelage sur béton	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois			
0		Placard sous escalier 2	carrelage sur béton	plâtre et béton	bois			peinture sur bois	peinture sur bois			

Niveau	Zone/Bât	Local	Sol	Murs	Plafond	Corniche	Plinthe	Porte	Huissierie Porte	Fenêtre	Huissierie fenêtre	Volet
0		Salon 2	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur métal
0		Petit salon	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plaque de plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur métal
1		Palier	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois
1		Dégagement 2	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois			
1		Toilette 3	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois			
1		Chambre	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur métal
1		Salle de bain	revêtement plastique sur carrelage	papier peint faïence sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur métal
1		Chambre 2	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois
1		Salle d'eau	revêtement plastique sur parquet	peinture faïence sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	
1		Toilette 4	revêtement plastique sur parquet	papier peint faïence sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois			
1		Couloir	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois
1		Salle d'eau 2	revêtement plastique sur parquet	peinture faïence sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois			
1		Toilette 5	revêtement plastique sur parquet	peinture faïence sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois			
1		Chambre 3	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture faïence sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois
1		Toilette 6	revêtement plastique sur parquet	papier peint sur plâtre	papier peint sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois
0		Cage d'escalier	vernis sur bois	peinture sur plâtre								
1		Cage d'escalier 2	vernis sur bois	peinture sur plâtre								
2		Palier 2	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	
2		Placard 2	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois			
3		Comble	laine minérale sur bois		tuiles sur bois							
2		Couloir 2	moquette sur parquet	papier peint sur plâtre	papier peint sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois			
2		Chambre 4	moquette sur parquet	papier peint sur plâtre	papier peint sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	
2		Salle de bain 2	revêtement plastique sur béton	papier peint faïence sur plâtre	papier peint sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	
2		Couloir 3	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur métal	peinture sur métal	
2		Chambre 5	parquet	papier peint sur plâtre	papier peint sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois
2		Salle de bain 3	revêtement plastique sur parquet	papier peint faïence sur plâtre	papier peint sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois			
2		Chambre 6	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	
2		Chambre 7	moquette sur parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre		peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois	peinture sur bois
2		Salle d'eau 3	revêtement plastique sur parquet	papier peint faïence sur plâtre	papier peint sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois			
2		Toilette 7	revêtement plastique sur parquet	papier peint faïence sur plâtre	papier peint sur plâtre		carrelage	peinture sur bois	peinture sur bois			

Niveau	Zone/Bât	Local	Sol	Murs	Plafond	Corniche	Plinthe	Porte	Huisserie Porte	Fenêtre	Huisserie fenêtre	Volet
2		Placards	parquet	papier peint sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois			
0	Annexe	Grange	terre et pierres	peinture sur parpaing tôles métalliques	tuiles sur tôles métalliques							
0	Annexe	Maisonette	terre	Pierre brique mortier	tuiles sur bois							
0	Annexe	Cheminée	terre	brique								
0	Annexe	Atelier	béton	pierres apparentes	brique platrière							
-1		Cave	béton	pierres mortier	briques							

4 SITUATIONS DE RISQUE DE SATURNISME INFANTILE ET DE DEGRADATION DU BATI

Situations de risque de saturnisme infantile

- Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 ;
- L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3 ;

Situations de dégradation du bâti

- Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré ;
- Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce ;
- Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouverts de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

5 TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS

INTERPRETATION

- **NV non visible** : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- **ND non dégradé** ;
- **EU état d'usage**, c'est-à-dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de chocs, microfissures...) : ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- **D dégradé**, c'est-à-dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pulvérisation, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes).

Pour les revêtements faisant l'objet de prélèvements, les résultats de l'analyse chimique en laboratoire seront connus seulement après la visite. Par conséquent, la description de leur état de conservation est systématique lors de la visite.

Les relevés des mesures comprennent :

1. Le numéro de mesure
2. la dénomination du local
3. le niveau (0 correspond au rez-de-chaussée, 1 correspond au premier étage, -1 correspond au premier sous-sol, ...)
4. la zone (le sol, le plafond et une lettre pour chaque mur : A,B,C ...)
5. la dénomination de l'unité de diagnostic (Mur, porte, fenêtre, ...)
6. le substrat
7. le revêtement apparent
8. la localisation de la mesure
9. la mesure exprimé en mg/cm²
10. la nature de la dégradation
11. le classement (D : dégradé, EU : état d'usage, ND : non dégradé, NV : non visible)
12. Observations
 - Coul : traces importantes de coulures ou traces importantes de ruissellement ou d'écoulement d'eau
 - Mois : Moisissures
 - Hum : Tâches d'humidité
 - Eff : plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré

Comment lire les tableaux qui suivent :

- **Résultats de mesures de classe 3 : dégradé (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- **Résultats de mesures de classe 2 : état d'usage (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- **Résultats de mesures de classe 1 : non dégradé ou non visible (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- Résultats de mesures de classe 0 (concentration < 1 mg/cm²)
- *Unité de diagnostic non mesurée avec justification « non mes. »*

Les numéros de mesures de test : 1, 2

- Local : Cuisine						Nombre total d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
3	0	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.56		0	
4						>1m	0.46			
5	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		9.75	ND	1	
6	0	A	Porte	bois	peinture		7.62	ND	1	
7	0	A	Volet	métal	peinture		0.56		0	
8							0.20			
9	0	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.24		0	
10						>1m	0.01			
11	0	B	Huisserie porte	bois	peinture		5.27	ND	1	
12	0	B	Porte	bois	peinture		0.37		0	
13							0.50			
14	0	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.65		0	
15						>1m	0.04			
16	0	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		6.32	ND	1	
17	0	C	Fenêtre	bois	peinture		9.15	ND	1	
18	0	C	Volet	métal	peinture		0.47		0	
19							0.73			
20	0	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.69		0	
21						>1m	0.30			
22	0	D	Plinthe	bois	peinture		9.36	ND	1	
23	0	D	Embrasure	plâtre	peinture		0.09		0	
24							0.54			
	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Cuisine 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
25	0	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.46		0	
26						>1m	0.08			
27	0	A	Embrasure	plâtre	peinture		0.51		0	
28							0.15			
29	0	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.23		0	
30						>1m	0.24			
31	0	B	Huisserie fenêtre	bois	peinture		5.40	ND	1	
32	0	B	Fenêtre	bois	peinture		9.53	ND	1	
33	0	B	Volet	métal	peinture		0.63		0	
34							0.23			
35	0	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.24		0	
36						>1m	0.78			
37	0	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		8.16	ND	1	
38	0	C	Fenêtre	bois	peinture		7.14	ND	1	
39	0	C	Volet	métal	peinture		0.45		0	
40							0.73			
41	0	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.22		0	
42						>1m	0.13			
43	0	D	Plinthe	bois	peinture		0.33		0	
44							0.57			
	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Salon						Nombre total d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
45	0	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.02		0	
46						>1m	0.73			
47	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		6.29	ND	1	
48	0	A	Porte	bois	peinture		0.43		0	
49							0.75			
50	0	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.54		0	
51						>1m	0.41			
52	0	B	Huisseries fenêtres	bois	peinture		7.53	ND	1	
53	0	B	Fenêtres	bois	peinture		7.30	ND	1	
54	0	B	Volets	métal	peinture		0.06		0	
55							0.27			
56	0	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.28		0	
57						>1m	0.22			
58	0	C	Huisserie porte	bois	peinture		7.98	ND	1	
59	0	C	Porte	bois	peinture		5.09	ND	1	
60	0	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.20		0	
61						>1m	0.05			
62	0	D	Huisseries fenêtres	bois	peinture		5.00	ND	1	
63	0	D	Fenêtres	bois	peinture		8.29	ND	1	
64	0	D	Volets	métal	peinture		9.14	ND	1	
65	0	A,B,C,D	Sous bassement	Fibre-ciment	peinture		0.29		0	
66							0.12			
0	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Dégagement						Nombre total d'unités de diagnostic : 19 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
67	0	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.15		0	
68						>1m	0.36			
69	0	A	Plinthe	bois	peinture		0.47		0	
70							0.74			
71	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		7.22	ND	1	
72							6.36			
73	0	A	Porte	bois	peinture		9.36	ND	1	
74							6.28			
0	0	A	Escalier	bois	verniss		non mes.			absence de peinture
75	0	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.12		0	
76						>1m	0.74			
77	0	B	Huisserie porte	bois	peinture		5.15	ND	1	
78							6.18			
79	0	B	Porte	bois	peinture		8.95	ND	1	
80							6.27			
81	0	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.07		0	
82						>1m	0.32			
83	0	C	Huisserie porte	bois	peinture		5.22	ND	1	
84	0	C	Porte	bois	peinture		6.03	ND	1	
85	0	C	Huisserie portefenêtre	bois	peinture		0.47		0	
86							0.74			
87	0	C	porte fenêtre	bois	peinture		0.43		0	
88							0.51			
89	0	C	Embrasure	bois	peinture		0.77		0	
90							0.74			
91	0	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.39		0	
92						>1m	0.26			
93	0	D	Huisserie fenêtre	bois	peinture		6.74	ND	1	
94	0	D	Fenêtre	bois	peinture		7.40	ND	1	
95	0	D	Volet	métal	peinture		0.79		0	
96							0.02			
0	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Toilette						Nombre total d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de classe 3 : 1 - % de classe 3 : 10.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
97	0	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.44		0	
98						>1m	0.43			
99	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		9.07	ND	1	
100	0	A	Porte	bois	peinture		7.14	ND	1	
101	0	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.68		0	
102						>1m	0.54			
103	0	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.80		0	
104						>1m	0.40			
105	0	C	Fenêtre	bois	peinture		6.14	ND	1	
106	0	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		7.45	D	3	
107							9.43			
108	0	C	Volet	métal	peinture		0.24		0	
109							0.12			
110	0	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.56		0	
111						>1m	0.34			
	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Toilette 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de classe 3 : 1 - % de classe 3 : 10.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
112	0	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.18		0	
113						>1m	0.29			
114	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		8.97	ND	1	
115	0	A	Porte	bois	peinture		7.32	ND	1	
116	0	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.38		0	
117						>1m	0.55			
118	0	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.49		0	
119						>1m	0.13			
120	0	C	Fenêtre	bois	peinture		5.58	ND	1	
121	0	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		5.24	D	3	
122	0	C	Volet	métal	peinture		0.43		0	
123							0.17			
124	0	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.16		0	
125						>1m	0.05		0	
	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Chaufferie						Nombre total d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
126	0	A	Mur	pierre mortier	brut	<1m	0.60		0	
127						>1m	0.32			
128	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		9.72	ND	1	
129	0	A	Porte	bois	peinture		8.23	ND	1	
130	0	B	Mur	pierre mortier	brut	<1m	0.60		0	
131						>1m	0.51			
132	0	B	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.08		0	
133							0.06			
134	0	B	Fenêtre	bois	peinture		0.77		0	
135							0.40			
136	0	C	Mur	pierre mortier	brut	<1m	0.01		0	
137						>1m	0.32			
138	0	D	Mur	pierre mortier	brut	<1m	0.79		0	
139						>1m	0.94			
	0	Plafond	Plafond	béton	brut		non mes.			inaccessible

- Local : Placard sous escalier						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
140	0	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.17		0	
141						>1m	0.32			
	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	0	A	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
142	0	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.40		0	
143						>1m	0.41			
144	0	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.45		0	
145						>1m	0.53			
146	0	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.55		0	
147						>1m	0.60			
148	0	D	Plinthe	bois	peinture		0.40		0	
149							0.18			
150	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.63		0	
151							0.41			

- Local : Placard sous escalier 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
152	0	A	Mur	plâtre et béton	brut	<1m	0.64		0	
153						>1m	0.78			
154	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.51		0	
155							0.40			
156	0	A	Porte	bois	peinture		0.72		0	
157							0.26			
158	0	B	Mur	plâtre et béton	brut	<1m	0.54		0	
159						>1m	0.70			
160	0	C	Mur	plâtre et béton	brut	<1m	0.10		0	
161						>1m	0.64			
162	0	D	Mur	plâtre et béton	brut	<1m	0.32		0	
163						>1m	0.13			
164	0	Plafond	Plafond	bois	brut		0.41		0	
165							0.08			

- Local : Salon 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
166	0	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.17		0	
167						>1m	0.19			
168	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.22		0	
169							0.32			
170	0	A	Porte	bois	peinture		0.59		0	
171							0.06			
172	0	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.49		0	
173						>1m	0.31			
174	0	B	Huisserie porte	bois	peinture		0.27		0	
175							0.25			
176	0	B	Porte	bois	peinture		0.12		0	
177							0.76			
178	0	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.47		0	
179						>1m	0.41			
180	0	C	Huisseries fenêtres	bois	peinture		0.75		0	
181							0.79			
182	0	C	Fenêtres	bois	peinture		0.48		0	

- Local : Salon 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
183							0.46			
184	0	C	Volets	métal	peinture		0.69		0	
185							0.35			
186	0	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.69		0	
187						>1m	0.21			
188	0	D	Plinthe	bois	peinture		0.28		0	
189							0.59			
	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Petit salon						Nombre total d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
190	0	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.20		0	
191						>1m	0.32			
192	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.16		0	
193							0.33			
194	0	A	Porte	bois	peinture		0.50		0	
195							0.16			
196	0	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.22		0	
197						>1m	0.17			
198	0	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.72		0	
199						>1m	0.52			
200	0	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.40		0	
201							0.79			
202	0	C	Fenêtre	bois	peinture		0.00		0	
203							0.23			
204	0	C	Volet	métal	peinture		0.71		0	
205							0.14			
206	0	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.19		0	
207						>1m	0.68			
208	0	D	Plinthe	bois	peinture		0.39		0	
209							0.67			
210	0	D	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.01		0	
211							0.30			
212	0	D	Fenêtre	bois	peinture		0.78		0	
213							0.47			
214	0	D	Volet	métal	peinture		0.12		0	
215							0.02			
	0	Plafond	Plafond	plaque de plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Palier						Nombre total d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de classe 3 : 2 - % de classe 3 : 13.3%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
216	1	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.63		0	
217						>1m	0.27			
218	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.79		0	
219							0.33			
220	1	A	Porte	bois	peinture		0.79		0	
221							0.14			
222	1	A	Embrasure	bois	peinture		0.01		0	
223							0.55			
224	1	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.44		0	
225						>1m	0.45			

- Local : Palier						Nombre total d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de classe 3 : 2 - % de classe 3 : 13.3%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
226	1	B	Huisserie fenêtre	bois	peinture		5.55	ND	1	
227	1	B	Fenêtre	bois	peinture		6.99	D	3	
228	1	B	Volet	bois	peinture		6.55	D	3	
229	1	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.17		0	
230						>1m	0.46			
231	1	C	Huisserie porte	bois	peinture		0.65		0	
232							0.30			
233	1	C	Porte	bois	peinture		0.67		0	
234							0.58			
235	1	C	Embrasure	bois	peinture		0.33		0	
236							0.52			
237	1	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.42		0	
238						>1m	0.46			
239	1	D	Plinthe	bois	peinture		0.44		0	
240							0.77			
	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Dégagement 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
241	1	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.18		0	
242						>1m	0.60			
243	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.36		0	
244							0.40			
245	1	A	Porte	bois	peinture		0.76		0	
246							0.47			
247	1	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.72		0	
248						>1m	0.53			
249	1	B	Huisserie porte	bois	peinture		0.49		0	
250							0.15			
251	1	B	Porte	bois	peinture		0.02		0	
252							0.34			
253	1	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.23		0	
254						>1m	0.01			
255	1	C	Huisserie porte	bois	peinture		0.45		0	
256							0.03			
257	1	C	Porte	bois	peinture		0.05		0	
258							0.48			
259	1	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.79		0	
260						>1m	0.46			
261	1	D	Plinthe	bois	peinture		0.21		0	
262							0.63			
263	1	D	Huisserie porte	bois	peinture		0.48		0	
264							0.73			
265	1	D	Porte	bois	peinture		0.46		0	
266							0.59			
267	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.07		0	
268							0.33			

- Local : Toilette 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
269	1	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.05		0	
270						>1m	0.61			

- Local : Toilette 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
271	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.03		0	
272							0.45			
273	1	A	Porte	bois	peinture		0.33		0	
274							0.59			
275	1	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.28		0	
276						>1m	0.63			
277	1	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.64		0	
278						>1m	0.17			
279	1	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.73		0	
280						>1m	0.52			
281	1	D	Plinthe	bois	peinture		0.53		0	
282							0.01			
283	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.06		0	
284							0.47			

- Local : Chambre						Nombre total d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de classe 3 : 2 - % de classe 3 : 13.3%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
285	1	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.26		0	
286						>1m	0.33			
287	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.61		0	
288							0.66			
289							0.28			
290							0.46			
291	1	A	Porte	bois	peinture		0.72		0	
292							0.28			
293							0.11			
294							0.51			
295	1	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.61		0	
296						>1m	0.52			
297	1	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.33		0	
298						>1m	0.58			
299	1	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.58		0	
300						>1m	0.62			
301	1	D	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.51		0	
302							0.15			
303	1	D	Fenêtre	bois	peinture		0.78		0	
304							0.30			
305	1	D	Volet	métal	peinture		12.74	D	3	
306	1	E	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.20		0	
307						>1m	0.66			
308	1	E	Plinthe	bois	peinture		0.15		0	
309							0.74			
310	1	E	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.03		0	
311							0.72			
312	1	E	Fenêtre	bois	peinture		0.09		0	
313							0.62			
314	1	E	Volet	métal	peinture		12.06	D	3	
315	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.20		0	
316							0.53			

- Local : Salle de bain						Nombre total d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de classe 3 : 1 - % de classe 3 : 8.3%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
317	1	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.35		0	
318						>1m	0.41			
319	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.25		0	
320							0.26			
321	1	A	Porte	bois	peinture		0.50		0	
322							0.66			
323	1	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.22		0	
324						>1m	0.78			
325	1	B	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.49		0	
326							0.72			
327	1	B	Fenêtre	bois	peinture		0.48		0	
328							0.61			
329	1	B	Volet	métal	peinture		13.44	D	3	
330	1	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.49		0	
331						>1m	0.68			
332	1	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.64		0	
333						>1m	0.24			
334	1	D	Huisserie porte	bois	peinture		0.21		0	
335							0.41			
336	1	D	Porte	bois	peinture		0.23		0	
337							0.28			
338	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.39		0	
339							0.48			

- Local : Chambre 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 18 - Nombre d'unités de classe 3 : 5 - % de classe 3 : 27.8%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
340	1	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.41		0	
341						>1m	0.37			
342	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.37		0	
343							0.66			
344	1	A	Porte	bois	peinture		0.37		0	
345							0.20			
346	1	A	Huisserie fenêtre	bois	peinture		7.72	D	3	
347	1	A	Fenêtre	bois	peinture		8.13	D	3	
348	1	A	Volet	bois	peinture		8.56	D	3	
349	1	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.30		0	
350						>1m	0.52			
351	1	B	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.05		0	
352							0.77			
353	1	B	Fenêtre	bois	peinture		0.52		0	
354							0.30			
355	1	B	Volet	bois	peinture		6.07	D	3	
356	1	B	garde corps	bois	peinture		0.34		0	
357							0.19			
358	1	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.16		0	
359						>1m	0.08			
360	1	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.56		0	
361						>1m	0.34			
362	1	E	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.56		0	
363						>1m	0.04			
364	1	E	Plinthe	bois	peinture		5.22	D	3	
365	1	E	Huisserie porte	bois	peinture		0.47		0	
366							0.06			
367	1	E	Porte	bois	peinture		0.12		0	
368							0.32			
369	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.59		0	
370							0.66			

- Local : Salle d'eau						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
371	1	A	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.23		0	
372						>1m	0.72			
373	1	A	Huisserie porte	bois	peinture	<1m	0.18		0	
374						>1m	0.72			
375	1	A	Porte	bois	peinture	<1m	0.79		0	
376						>1m	0.70			
377	1	B	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.31		0	
378						>1m	0.20			
	1	B	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	1	B	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
379	1	C	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.52		0	
380						>1m	0.25			
381	1	D	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.70		0	
382						>1m	0.46			
383	1	E	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.49		0	
384						>1m	0.68			
	1	E	Huisserie fenêtre	bois	peinture		non mes.			élément récent
	1	E	Fenêtre	bois	peinture		non mes.			élément récent
385	1	F	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.32		0	
386						>1m	0.21			
387	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture	<1m	0.32		0	
388						>1m	0.35			

- Local : Toilette 4						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
389	1	A	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.52		0	
390						>1m	0.13			
	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	1	A	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
391	1	B	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.49		0	
392						>1m	0.29			
393	1	C	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.40		0	
394						>1m	0.30			
395	1	D	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.24		0	
396						>1m	0.01			
397	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture	<1m	0.49		0	
398						>1m	0.02			

- Local : Couloir						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 1 - % de classe 3 : 7.7%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
399	1	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.25		0	
400						>1m	0.23			
401	1	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.26		0	
402						>1m	0.19			
403	1	B	Huisserie porte	bois	peinture	<1m	0.78		0	
404						>1m	0.47			
405						>1m	0.59			
406						>1m	0.35			
407	1	B	Porte	bois	peinture	<1m	5.55	ND	1	
408						>1m	7.50			
409	1	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.56		0	
410						>1m	0.46			

- Local : Couloir						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 1 - % de classe 3 : 7.7%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
411	1	C	Porte	bois	peinture		0.05		0	
412						0.09				
413	1	C	Embrasure	bois	peinture		6.57	ND	1	
414	1	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.79		0	
415						>1m	0.20			
416	1	D	Plinthe	bois	peinture		8.85	ND	1	
417	1	D	Huisserie fenêtre	bois	peinture		8.02	ND	1	
418						6.37				
419	1	D	Fenêtre	bois	peinture		7.08	ND	1	
420						7.53				
421	1	D	Volet	bois	peinture		5.32	D	3	
422						7.19				
423						7.56				
424	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.50		0	
425						0.40				

- Local : Salle d'eau 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
426	1	A	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.51		0	
427						>1m	0.44			
428	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.16		0	
429						0.12				
430	1	A	Porte	bois	peinture		0.49		0	
431						0.58				
432	1	B	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.34		0	
433						>1m	0.30			
434	1	C	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.09		0	
435						>1m	0.12			
436	1	D	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.21		0	
437						>1m	0.03			
	1	D	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	1	D	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
438	1	E	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.68		0	
439						>1m	0.64			
440	1	F	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.42		0	
441						>1m	0.50			
442	1	F	Huisserie porte	bois	peinture		0.26		0	
443						0.63				
444	1	F	Porte	bois	peinture		0.24		0	
445						0.76				
446						0.22				
447	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.32		0	

- Local : Toilette 5						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
448	1	A	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.33		0	
449						>1m	0.26			
	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	1	A	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
450	1	B	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.46		0	
451	1	C	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.11		0	
452						>1m	0.02			

- Local : Toilette 5						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
453	1	D	Mur	plâtre	peinture faïence	<1m	0.58		0	
454						>1m	0.75			
455	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.58		0	
456							0.19			

- Local : Chambre 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 3 - % de classe 3 : 23.1%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
457	1	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.44		0	
458						>1m	0.52			
459	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.77		0	
460							0.66			
461	1	A	Porte	bois	peinture		6.20	ND	1	
462	1	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.05		0	
463						>1m	0.08			
464	1	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.44		0	
465						>1m	0.18			
466	1	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.50		0	
467							0.34			
468	1	C	Fenêtre	bois	peinture		0.70		0	
469							0.20			
470	1	C	Volet	bois	peinture		6.83	D	3	
471	1	C	garde corps	bois	peinture		0.77		0	
472							0.32			
473	1	C	Embrasure	platre	peinture		7.87	D	3	
474	1	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.71		0	
475						>1m	0.19			
476	1	D	Plinthe	bois	peinture faïence		5.34	D	3	
	1	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		non mes.			inaccessible

- Local : Toilette 6						Nombre total d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de classe 3 : 3 - % de classe 3 : 27.3%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
477	1	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.04		0	
478						>1m	0.29			
479	1	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.73		0	
480							0.40			
481	1	A	Porte	bois	peinture		0.46		0	
482							0.66			
483	1	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.29		0	
484						>1m	0.14			
485	1	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.13		0	
486						>1m	0.22			
487	1	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		9.48	D	3	
488							8.89			
489	1	C	Fenêtre	bois	peinture		8.87	D	3	
490							7.37			
491	1	C	Volet	bois	peinture		9.57	D	3	
492							7.82			
493	1	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.64		0	
494						>1m	0.20			
495	1	D	Plinthe	bois	peinture		0.70		0	
496							0.22			
	1	Plafond	Plafond	plâtre	papier peint		non mes.			inaccessible

- Local : Cage d'escalier						Nombre total d'unités de diagnostic : 5 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
497	0	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.25		0	
498						>1m	0.72			
499	0	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.31		0	
500						>1m	0.40			
501	0	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.36		0	
502						>1m	0.25			
503	0	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.70		0	
504						>1m	0.69			
	0	Plafond	Plafond				non mes.			inaccessible

- Local : Cage d'escalier 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 5 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
505	1	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.61		0	
506						>1m	0.04			
507	1	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.18		0	
508						>1m	0.04			
509	1	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.79		0	
510						>1m	0.43			
511	1	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.17		0	
512						>1m	0.10			
	1	D	Escalier	bois	verniss		non mes.			absence de peinture

- Local : Palier 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
513	2	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.47		0	
514						>1m	0.07			
515	2	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.51		0	
516						>1m	0.23			
	2	B	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	B	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
517	2	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.25		0	
518						>1m	0.32			
519	2	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.64		0	
520						>1m	0.28			
521	2	D	Plinthe	bois	peinture		0.53		0	
522							0.05			
523	2	D	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.34		0	
524							0.05			
525	2	D	Fenêtre	bois	peinture		0.19		0	
526							0.62			
527	2	D	Encadrement	bois	peinture		0.11		0	
528							0.21			
529	2	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.05		0	
530							0.25			

- Local : Placard 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
531	2	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.17		0	
532						>1m	0.40			
	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	A	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
533	2	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.75		0	
534						>1m	0.71			
535	2	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.33		0	
536						>1m	0.20			
537	2	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.04		0	
538						>1m	0.38			
539	2	D	Plinthe	bois	peinture		0.30		0	
540							0.59			
541	2	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.17		0	
542							0.34			

- Local : Couloir 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
543	2	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.09		0	
544						>1m	0.66			
	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	A	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
545	2	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.62		0	
546						>1m	0.06			
547	2	B	Huisserie porte	bois	peinture		0.00		0	
548							0.78			
549	2	B	Porte	bois	peinture		0.62		0	
550							0.77			
551	2	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.40		0	
552						>1m	0.28			
553	2	C	Huisserie porte	bois	peinture		0.55		0	
554							0.14			
555	2	C	Porte	bois	peinture		19.83	ND	1	
556	2	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.13		0	
557						>1m	0.30			
558	2	D	Plinthe	bois	peinture		0.13		0	
559							0.03			
560	2	Plafond	Plafond	plâtre	papier peint		0.67		0	
561							0.34			

- Local : Chambre 4						Nombre total d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
562	2	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.71		0	
563						>1m	0.12			
564	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.63		0	
565							0.27			
566	2	A	Porte	bois	peinture		0.80		0	
567							0.39			
568	2	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.03		0	
569						>1m	0.72			
570	2	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.56		0	
571						>1m	0.07			
572	2	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.65		0	

- Local : Chambre 4						Nombre total d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
573						>1m	0.08			
574	2	E	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.06		0	
575						>1m	0.37			
576	2	E	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.27		0	
577							0.72			
578	2	E	Fenêtre	bois	peinture		0.63		0	
579							0.28			
580	2	F	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.15		0	
581						>1m	0.49			
582	2	G	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.25		0	
583						>1m	0.00			
584	2	H	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.59		0	
585						>1m	0.37			
586	2	H	Plinthe	bois	peinture		0.68		0	
587							0.57			
588	2	Plafond	Plafond	plâtre	papier peint		0.31		0	
589							0.18			

- Local : Salle de bain 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
590	2	A	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.30		0	
591						>1m	0.17			
592	2	A	Plinthe	bois	peinture		0.44		0	
593							0.05			
594	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.10		0	
595							0.39			
596	2	A	Porte	bois	peinture		15.85	ND	1	
597	2	B	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.72		0	
598						>1m	0.72			
599	2	C	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.71		0	
600						>1m	0.26			
	2	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	C	Fenêtre	bois	peinture		non mes.			élément récent
601	2	D	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.66		0	
602						>1m	0.63			
603	2	Plafond	Plafond	plâtre	papier peint		0.79		0	
604							0.53			

- Local : Couloir 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
605	2	A	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.52		0	
606						>1m	0.04			
607	2	B	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.39		0	
608						>1m	0.05			
609	2	B	Huisserie porte	bois	peinture		0.21		0	
610							0.26			
611							0.59			
612							0.15			
613	2	B	Porte	bois	peinture		6.89	ND	1	
614							6.23			
615	2	C	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.76		0	
616						>1m	0.71			

- Local : Couloir 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
617	2	C	Huisserie porte	bois	peinture		0.78		0	
618							0.52			
619	2	C	Porte	bois	peinture		6.36	ND	1	
620	2	D	Mur	plâtre	peinture	<1m	0.14		0	
621						>1m	0.60			
622	2	D	Plinthe	bois	peinture		0.20		0	
623							0.69			
624	2	D	Huisseries portes	bois	peinture		0.62		0	
625							0.31			
626	2	D	Portes	bois	peinture		0.46		0	
627							0.22			
628	2	D	Huisseries fenêtres	métal	peinture		0.26		0	
629							0.41			
630	2	D	Fenêtres	métal	peinture		0.71		0	
631							0.79			
632	2	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.33		0	
633							0.15			

- Local : Chambre 5						Nombre total d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de classe 3 : 3 - % de classe 3 : 18.8%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
634	2	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.54		0	
635						>1m	0.45			
636	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.68		0	
637							0.53			
638	2	A	Porte	bois	peinture		9.35	ND	1	
639	2	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.01		0	
640						>1m	0.76			
	2	B	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	B	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
641	2	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.68		0	
642						>1m	0.58			
643	2	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.73		0	
644						>1m	0.48			
645	2	E	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.70		0	
646						>1m	0.66			
647	2	E	Huisserie fenêtre	bois	peinture		6.97	D	3	
648	2	E	Fenêtre	bois	peinture		8.09	D	3	
649	2	E	Volet	bois	peinture		8.37	D	3	
650	2	E	garde corps	métal	peinture		0.07		0	
651							0.44			
652	2	F	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.06		0	
653						>1m	0.41			
654	2	F	Plinthe	bois	peinture		0.34		0	
655							0.11			
656	2	Plafond	Plafond	plâtre	papier peint		0.55		0	
657							0.40			

- Local : Salle de bain 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
658	2	A	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.67		0	
659						>1m	0.17			
	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent

- Local : Salle de bain 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	2	A	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
660	2	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.57		0	
661					faïence	>1m	0.26			
662	2	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.62		0	
663					faïence	>1m	0.47			
664	2	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.42		0	
665					faïence	>1m	0.47			
666	2	Plafond	Plafond	plâtre	papier peint		0.26		0	
667							0.69			

- Local : Chambre 6						Nombre total d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de classe 3 : 2 - % de classe 3 : 22.2%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
668	2	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.13		0	
669						>1m	0.19			
670	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.58		0	
671							0.70			
672	2	A	Porte	bois	peinture		7.32	ND	1	
673	2	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.42		0	
674						>1m	0.32			
675	2	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.54		0	
676						>1m	0.94			
677	2	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		5.99	D	3	
678	2	C	Fenêtre	bois	peinture		9.98	D	3	
679	2	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.04		0	
680						>1m	0.22			
681	2	D	Plinthe	bois	peinture		0.80		0	
682							0.29			

- Local : Chambre 7						Nombre total d'unités de diagnostic : 17 - Nombre d'unités de classe 3 : 2 - % de classe 3 : 11.8%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
683	2	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.26		0	
684						>1m	0.23			
685	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.16		0	
686							0.53			
687	2	A	Porte	bois	peinture		8.87	ND	1	
688	2	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.12		0	
689						>1m	0.38			
690	2	B	Huisserie fenêtre	bois	peinture		0.31		0	
691							0.61			
692	2	B	Fenêtre	bois	peinture		0.56		0	
693							0.15			
694	2	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.03		0	
695						>1m	0.06			
696	2	C	Huisserie fenêtre	bois	peinture		9.08	ND	1	
697	2	C	Fenêtre	bois	peinture		5.34	D	3	
698	2	C	Volet	bois	peinture		5.50	D	3	
699	2	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.55		0	
700						>1m	0.32			
701	2	E	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.14		0	
702						>1m	0.26			
	2	E	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	E	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent

- Local : Chambre 7						Nombre total d'unités de diagnostic : 17 - Nombre d'unités de classe 3 : 2 - % de classe 3 : 11.8%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
703	2	F	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.24		0	
704						>1m	0.13			
705	2	F	Plinthe	bois	peinture		0.13		0	
706							0.74			
707	2	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.79		0	
708							0.61			

- Local : Salle d'eau 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
709	2	A	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.62		0	
710						>1m	0.01			
	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	A	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
711	2	B	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.49		0	
712						>1m	0.25			
713	2	C	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.49		0	
714						>1m	0.44			
715	2	D	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.52		0	
716						>1m	0.55			
717	2	E	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.62		0	
718						>1m	0.12			
719	2	F	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.58		0	
720						>1m	0.76			
	2	F	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	F	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
721	2	Plafond	Plafond	plâtre	papier peint		0.68		0	
722							0.15			

- Local : Toilette 7						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
723	2	A	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.09		0	
724						>1m	0.58			
	2	A	Huisserie porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
	2	A	Porte	bois	peinture		non mes.			élément récent
725	2	B	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.37		0	
726						>1m	0.14			
727	2	C	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.30		0	
728						>1m	0.03			
729	2	D	Mur	plâtre	papier peint faïence	<1m	0.95		0	
730						>1m	0.19			
731	2	Plafond	Plafond	plâtre	papier peint		0.67		0	
732							0.62			

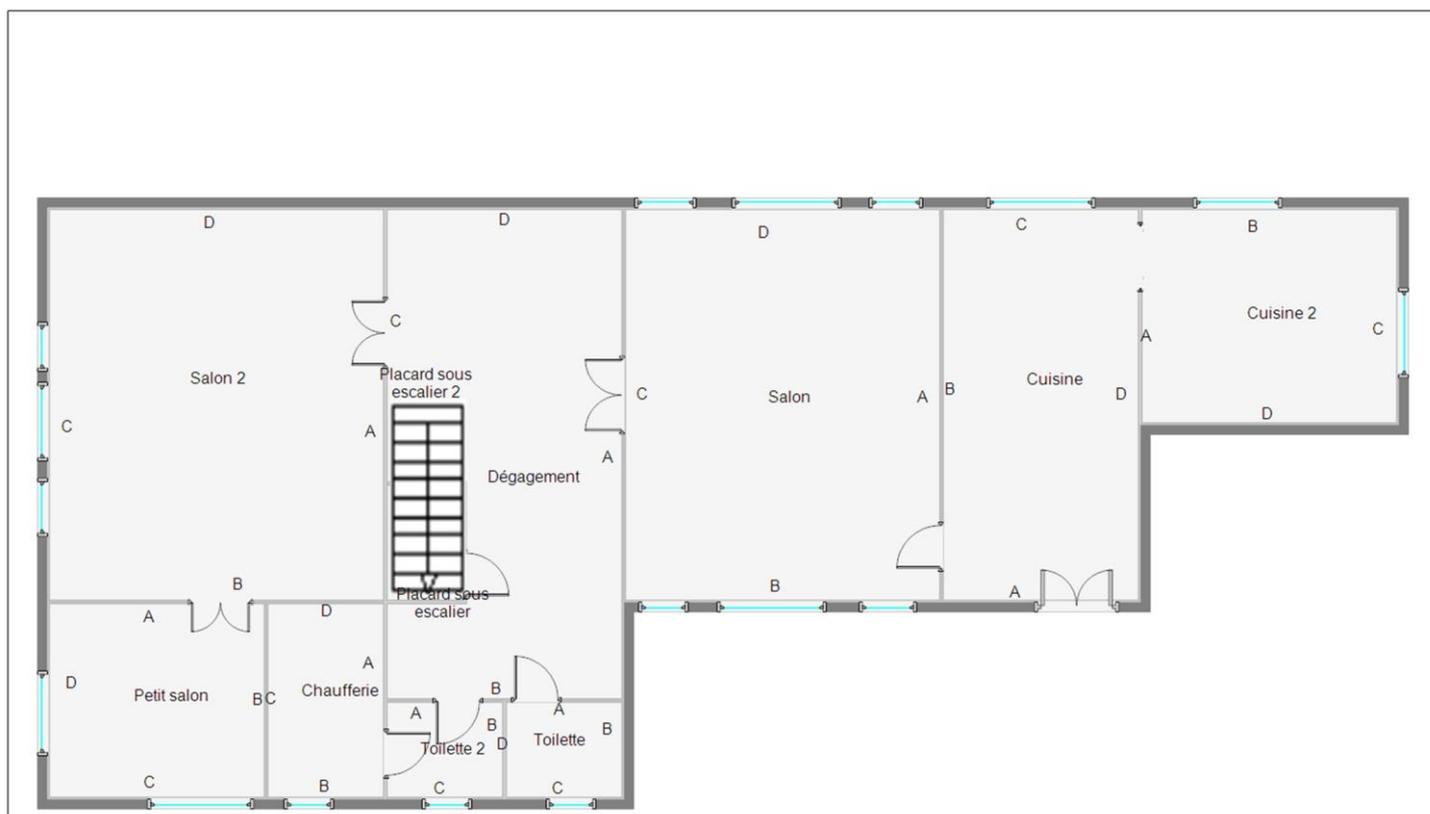
- Local : Placards						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
733	2	A	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.64		0	
734						>1m	0.55			
735	2	A	Huisseries portes	bois	peinture		0.40		0	
736							0.79			
737	2	A	Portes	bois	peinture		0.60		0	
738							0.72			
739	2	B	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.06		0	
740						>1m	0.19			
741	2	C	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.26		0	
742						>1m	0.34			
743	2	D	Mur	plâtre	papier peint	<1m	0.37		0	
744						>1m	0.50			
745	2	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.80		0	
746							0.44			

Zone/Bâtiment : Annexe - Local : Dépendance						Nombre total d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de classe 3 : 2 - % de classe 3 : 22.2%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
747	0	A	Mur	béton	brut	<1m	0.78		0	
748						>1m	0.23			
749	0	A	Huisserie porte	bois	peinture		0.79		0	
750							0.00			
751	0	A	Porte	bois	peinture		0.60		0	
752							0.45			
753	0	A	Huisserie fenêtre	bois	peinture		13.34	D	3	
754	0	A	Fenêtre	bois	peinture		12.97	D	3	
755	0	B	Mur	béton	brut	<1m	0.35		0	
756						>1m	0.22			
757	0	C	Mur	béton	brut	<1m	0.15		0	
758						>1m	0.04			
759	0	D	Mur	béton	brut	<1m	0.04		0	
760						>1m	0.38			
761	0	Plafond	Plafond	plâtre	peinture		0.08		0	
762							0.04			

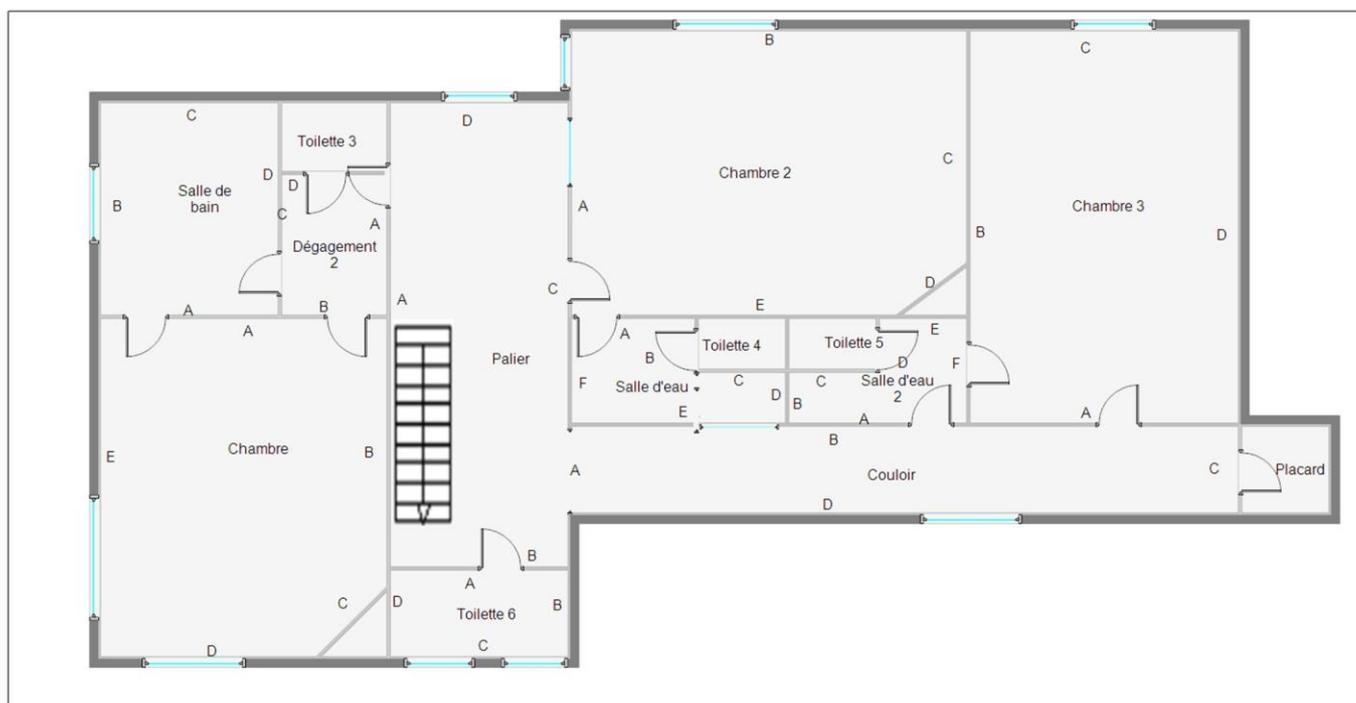
Interprétation rappel :

- **Mesures de classe 3 : effectuer les travaux de remise en état**
- **Mesures de classe 2 : maintenir en bon état**
- **Mesures de classe 1 : maintenir en bon état**
- Résultats de mesures de classe 0 (concentration <1 mg/cm²)
- **Unité de diagnostic non mesurée avec justification « non mes. »**
En cas de doublage des surfaces murales ou plafonds, nous ne pouvons pas conclure sur l'absence ou la présence de plomb dans les revêtements doublés

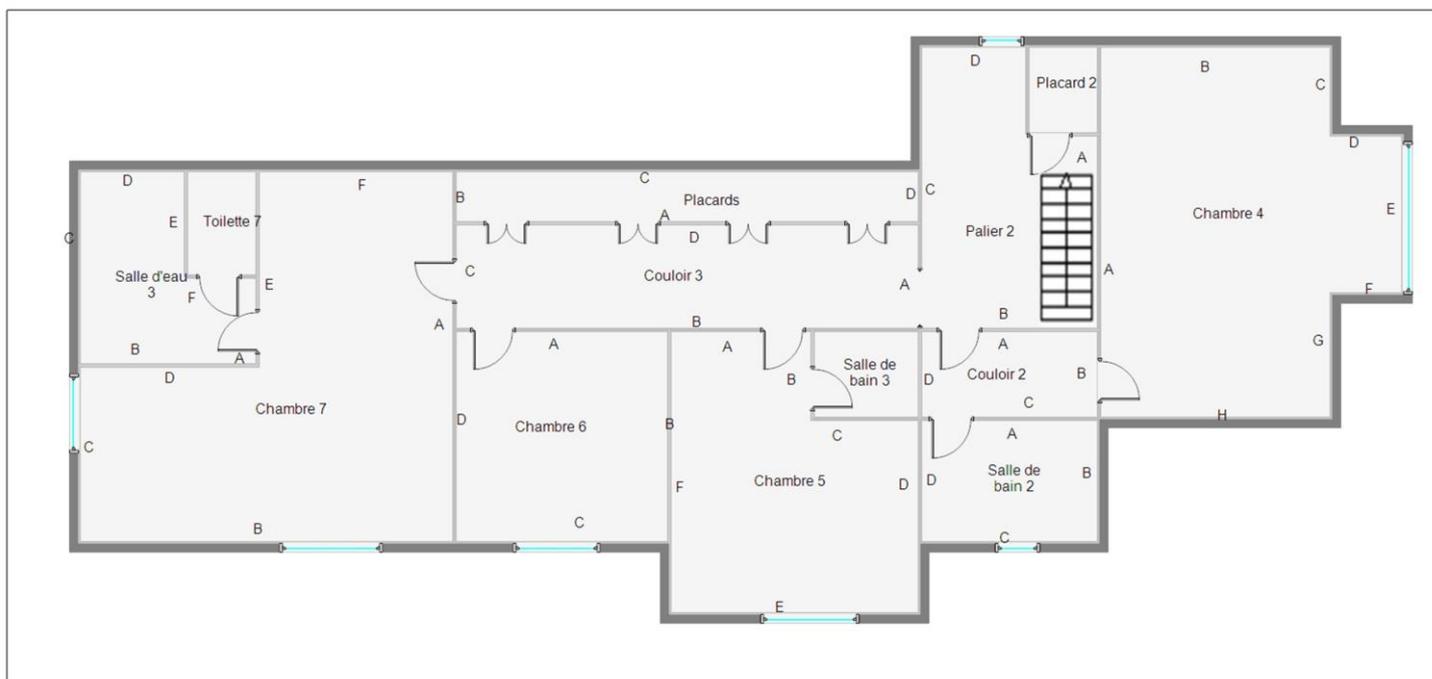
6 LES CROQUIS



**Maison - 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER
Niveau 0**



**Maison - 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER
Niveau 1**



Maison - 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER
Niveau 2

7 ANNEXES

Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence de plomb en application de :

- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- [code de la santé publique](#), notamment les articles L. 1334-5 à L. 1334-10 et R. 1334-10 à R. 1334-12
 - Art. R. 1334-10. - L'auteur du constat de risque d'exposition au plomb établi en application de l'article L. 1334-5 identifie les éléments comportant un revêtement, précise la concentration en plomb de ces revêtements et la méthode d'analyse utilisée pour la mesurer et décrit l'état de conservation des revêtements contenant du plomb, selon un protocole précisé par un arrêté conjoint des ministres chargés du logement et de la santé. Il consigne, le cas échéant, dans le rapport du constat la liste des facteurs de dégradation du bâti mentionnés à l'article L. 1334-5 qu'il a relevés.
 - Lorsque l'auteur du constat transmet une copie du constat au préfet en application de l'article L. 1334-10, il en informe le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.
 - Art. R. 1334-11. - Le constat de risque d'exposition au plomb est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié.
 - Art. R. 1334-12. - L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux prévue par l'article L. 1334-9 est réalisée par la remise d'une copie du constat de risque d'exposition au plomb par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.
 - Article L1334-9 (Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 art. 76 III Journal Officiel du 11 août 2004) (Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 2 I Journal Officiel du 2 septembre 2005). Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils

définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

- Le constat de risque d'exposition au plomb est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'article L. 1421-1 ainsi que, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.

Le vendeur ou son mandataire transmettra une copie du présent rapport, annexes comprises aux occupants et aux personnes appelées à faire des travaux dans l'immeuble.

Notice d'information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales des territoires, des agences régionales de la santé ou des services communaux d'hygiène et de santé, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.

Autorisation ASN/DGSNR et attestation du fabricant de la source



Distribution

Assistance technique

Maintenance d'équipements
scientifiques

Recommended usage time for Co-57 isotope source in Heuresis XRF Analysis Traduction du document d'Heuresis corp (au dos) effectuée par Fondis Electronic Durée d'utilisation recommandée pour la source d'isotope Co-57 équipant l'analyseur de fluorescence X d'Heuresis

15 Mars 2016

Pour valoir ce que droit,

En ce qui concerne la performance de l'instrument de fluorescence X portable d'Heuresis, muni d'une source d'isotope Co-57, conçu pour les applications de détection de plomb dans la peinture, nous déclarons les éléments suivants :

En se fondant sur la demi-vie prouvée du Co-57 d'une durée de 271,8 jours et sur les caractéristiques techniques de la détection en temps réel du système, la durée d'utilisation maximale d'une source au Co-57 est déterminée par l'activité minimum restante nécessaire à une analyse d'une durée pertinente avec des rapports signal-sur-bruit statistiquement acceptables. Lorsqu'on s'approche de la fin de vie de la source, le rapport signal-sur-bruit décroît jusqu'au point d'être masqué par le bruit de fond électronique.

Pour une activité inférieure à 29 MBq, le temps d'analyse nécessaire croît jusqu'au niveau de rendre l'instrument impraticable à l'application d'analyse de plomb dans la peinture. Pour des activités très basses, d'autres sources d'erreurs diminuent aussi la précision des résultats.

Pour un analyseur équipé d'une source au Co-57 d'activité initiale de 185 MBq, cette limite est atteinte après 24 mois.

Cette limite est indépendante de l'utilisation réelle de l'analyseur. L'horloge de décroissance d'activité de la source débute au moment de sa fabrication. Compte tenu de la décroissance de la source, la durée réelle d'analyse nécessaire à l'acquisition de données analytiques pertinentes augmente au moins de façon proportionnelle.

La durée maximum d'utilisation déclarée de 24 mois (compte tenu de l'activité initiale de 185 MBq), avant de procéder au renouvellement recommandé de la source, est fondée sur des constantes et des lois physiques. Passé cette durée, les analyseurs deviennent inopérants à leur usage. L'intervalle maximum de renouvellement des sources ne doit donc pas excéder cette durée maximale de façon à maintenir le cycle de fonctionnement correct qui respecte les performances de l'analyseur.

Pour une analyse conduite par l'analyseur de fluorescence X Heuresis Pb200i sur un échantillon contenant 1 mg/cm² de plomb, nous déclarons qu'au-delà de la durée maximale énoncée ci-dessus (i.e. 24 mois), nous ne pouvons garantir que l'analyse décrite ci-dessus puisse être conduite avec une marge d'erreur dans les limites des spécifications de notre produit.

Ken Martins,

Vice-Président, Directeur de la Sécurité et Personne Compétente en
Radioprotection Heuresis corporation

Nom de la société : SOCIETE SERVICIMMO

Modèle de l'analyseur : HEU 5mCi

N° série de l'analyseur : 1324

N° de série de la source : 168.19

Date d'origine de la source : 22/03/2019

Date de fin de validité de la source : 21/03/2021

Fondis Electronic
8, avenue Duguay-Trouin
entrée D - CS 63507
8961 Volsins-le-Bretonneux Cedex

Tél : +33 (0)1 34 52 10 30
Fax : +33 (0)1 30 57 33 25

E-mail : info@fondiselectronic.com
Site : <https://www.physitek.fr>

SAS au capital de 2 500 000 € - Siret 428 583 637 00031 - APE 4652Z - N° TVA : FR 15 428 583 637 - Lieu de juridiction : Versailles.



Certificate of calibration No. 6177/42

Title:	Cobalt-57 (⁵⁷ Co) γ-ray radiation source	
Code of source :	GCo7.27	
Capsule type:	27	
ISO classification :	ISO/12/C66444	
Special form certificate:	D/0098/S-96	
Nominal activity:	185 MBq (5 mCi)	
Number of source:	Co57.168.19	
Date of production:	22.03.2019	
Manufacturer:	RITVERC GmbH, Russia	
Calibration conditions:	T=24°C, h=65%, p=101 kPa, background of γ- radiation=0.2 μSv×h ⁻¹	
Method of calibration:	The activity and photon output in the sources have been measured by a method of the direct measurements by means of setups with gamma-spectrometer HPGe ORTEC DSPec 50 № 14090241. The certificate on checking № 4/420-2871-16 of 20.12.2016. Issued by FSUE VNIIFTRI.	
Error of measurements:	Activity: expanded uncertainty for coverage factor k=2, % : 7 Photon output: expanded uncertainty for coverage factor k=2, % : 10	
Date of measurement:	22.03.2019	
	Serial No	Activity actual, MBq
	Photon output photon/sec per 10 ⁻⁴ ster. 122.06±136.47 keV	
	Co57.168.19	1600
		206

Note:

- 1 Nuclear data are taken from NUCLEIDE: Nuclear and Atomic Decay Data. BNM-CEA-LPRI. Saclay, France
2. Production and registration of products is made in accordance with international recommendations. ISO Guide 30, ISO Guide 31, ISO Guide 34, ISO Guide 35.

 / Engineer-metrologist, E. Titov
 signature

 / Deputy director in radiation safety, K. Romachevsky
 signature


Date: 22.03.2019

Certificat de l'opérateur



La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

BOUE David
sous le numéro 17-984

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- Amiante sans mention** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- DPE individuel** Prise d'effet : 21/07/2017 Validité : 20/07/2022
Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011
- Gaz** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011.
- CREP** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- Termites** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Zone d'intervention : France métropolitaine
Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- Electricité** Prise d'effet : 21/07/2017 Validité : 20/07/2022
Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009



Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 route de la Noue 91190 GIF-SUR -YVETTE - 01 64 46 68 24
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014

Attestation d'assurance de l'opérateur



ATTESTATION

D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE Contrat n°: 10592956604

Responsabilité civile Professionnelle
Diagnosticteur technique immobilier

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cédex, attestons que la :

SERVICIMMO
14 RUE GALPIN THIOU
37000 TOURS
Adhérent n°063

A adhéré par l'intermédiaire de LSN Assurances, 1 rue des Italiens 75431 Paris Cedex 09, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n°**10592956604**.

Garantissant les conséquences pécuniaires de la **Responsabilité Civile Professionnelle** de la société de Diagnostic Technique en Immobilier désignée ci-dessus dans le cadre des activités listées ci-après, **sous réserve qu'elles soient réalisées par des personnes disposant des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'Accréditation, d'Agrément au sens contractuel.**

CATEGORIE 1 couvrant les activités couramment exercées par les diagnostiqueurs immobiliers

- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE sans mention),
- Diagnostic de performance énergétique des maisons individuelles (DPE sans mention),
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) (plomb sans mention),
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante (amiante sans mention),
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante sans mention),
- Dossier technique amiante (amiante sans mention),
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment,
- Etat parasitaire, insectes xylophages et champignons lignivores dont Mérule,
- L'état de l'installation intérieure de gaz,
- L'état de l'installation intérieure d'électricité,
- L'état d'installation d'assainissement non collectif,
- Assainissement collectif,
- L'état des risques et des pollutions (ERP),
- L'information sur la présence d'un risque de mérule,
- Certificats de surface – Bien à la vente (Loi Carrez),
- Certificats de surface – Bien à la location (Loi Boutin),
- Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,

AXA France IARD SA
Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- Diagnostic humidité,
- Etats des lieux locatifs (des parties privatives),
- Activité de vente et/ou installation des détecteurs avertisseurs autonomes de fumée (DAAF) **sans travaux d'électricité et sans maintenance**,
- Certificat de logements décents, Normes d'habitabilité [notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Robien, Scellier, Prêts conventionnés – prêts à taux zéro –,
- Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. (DPE sans mention)

CATEGORIE 2 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités de la catégorie 1

- Audit énergétique pour copropriété,
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE avec mention),
- Diagnostic de risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP) (plomb avec mention),
- Constat après travaux Plomb, (sans mention)
- Diagnostic de mesures surfaciques des poussières de plomb, (sans mention)
- Recherche de plomb avant travaux, avant démolition,
- Diagnostic du plomb dans l'eau,
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante avec mention),
- Constat visuel amiante de première et seconde restitution après travaux (amiante avec mention),
- Dossier technique amiante (amiante avec mention),
- Diagnostic amiante avant démolition, (avec mention)
- Diagnostic amiante avant travaux (RAAT), **SS4** et quantification du volume de matériaux et produits contenant de l'amiante,
- Bilans thermiques : par infiltrométrie et ou thermographie infrarouge,
- Réalisation de tests d'infiltrométrie et ou thermographie infrarouge selon le cahier des charges RT 2012,
- Diagnostic Technique Global (Plan pluriannuel des travaux pour les copropriétés, **BAC+3** dans le domaine Technique du Bâtiment ou **VAE équivalente**).
- Légionellose **sauf exclusions contractuelles**,
- Diagnostic accessibilité handicapé dans les établissements recevant du public, (ERP, IOP, Y),
- Diagnostic radon,
- Dépistage radon, (Autorité de Sécurité Nucléaire)
- Calcul des millièmes de copropriété et état descriptif de division.

CATEGORIE 3 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités des catégories 1 et 2

- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public :
 - Voie 1 : (COFFRAC)
 - Voie 2 :
- Diagnostic amiante sur enrobés, Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP), **SS4**
- Diagnostics des déchets issus de la démolition,

AXA France IARD SA
 Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Diagnostic déchets de chantier (article R111-43 à R111-49 du CCH),
- Diagnostic Technique SRU,
- Diagnostic Eco prêt,
- Evaluation immobilière en valeur vénale et en valeur locative,
- Mesurage de la surface au sol des locaux tertiaries,
- Diagnostic acoustique,
- Formation, Auditeur dans le cadre des activités garanties dans le présent contrat,
- Prélèvement d'air pour mesure d'empoussièremment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis et prélèvement d'air pour mesure des niveaux d'empoussièremment de fibre d'amiante au poste de travail :
 - Les mesures d'empoussièremment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis (LAB REF 26 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements),
 - Les mesures d'empoussièremment en fibres d'amiante au poste de travail (LAB REF 28 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements).
- Radon hors réglementation,
- Diagnostic de mise en sécurité des ascenseurs **hors préconisation de travaux**,
- Coordonnateur SPS,
- Diagnostic de repérage amiante sur navires battant pavillons français,
- Etude thermique réglementaire,
- Etats des installations intérieures d'électricité dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques (sécurité au travail),
- Expertise technique en matière d'assurance pour le compte des assurés et des assureurs
- Expertise en contrôle technique immobilier.

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à **500 000 € par sinistre et 1 000 000 € par année d'assurance.**

LA PRESENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020 INCLUS SOUS RESERVE DES POSSIBILITES DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNEE D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET DES CONDITIONS DU CONTRAT AUXQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NANTERRE le 17/01/2020
 Pour servir et valoir ce que de droit.
 POUR L'ASSUREUR,
 LSN, par délégation de signature ::


LSN
 1, rue des Italiens CS 40020
 75431 Paris Cedex 09
 Tél. : 01 53 20 50 50
Établie en France
 S.A.S. au capital de 1 000 000 € R.C.S. 588 179 000
 N° SIRET : 588 179 000 0001

AXA France IARD SA
 Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

Attestation sur l'honneur

J'atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles cités ci-dessous :

« Art. R. 271-1. - Pour l'application de l'article L. 271-6, il est recouru soit à une personne physique dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, soit à une personne morale employant des salariés ou constituée de personnes physiques qui disposent des compétences certifiées dans les mêmes conditions.

« La certification des compétences est délivrée en fonction des connaissances techniques dans le domaine du bâtiment et de l'aptitude à établir les différents éléments composant le dossier de diagnostic technique.

« Les organismes autorisés à délivrer la certification des compétences sont accrédités par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation est accordée en considération de l'organisation interne de l'organisme en cause, des exigences requises des personnes chargées des missions d'examineur et de sa capacité à assurer la surveillance des organismes certifiés. Un organisme certificateur ne peut pas établir de dossier de diagnostic technique.

« Des arrêtés des ministres chargés du logement, de la santé et de l'industrie précisent les modalités d'application du présent article.

« Art. R. 271-2. - Les personnes mentionnées à l'article L. 271-6 souscrivent une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.

« Art. R. 271-3. - Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L. 271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier.

« Art. R. 271-4. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait :

« a) Pour une personne d'établir un document prévu aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6 ;

« b) Pour un organisme certificateur d'établir un dossier de diagnostic technique en méconnaissance de l'article R. 271-1 ;

« c) Pour un vendeur de faire appel, en vue d'établir un document mentionné aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4, à une personne qui ne satisfait pas aux conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies aux articles R. 271-1 et R. 271-2 ou aux conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6.

« La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal. »

- La présente attestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

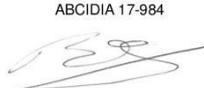
Jacques-Alexandre LHOTELLIER
Expert certifié
I.CERT CPDI 4024



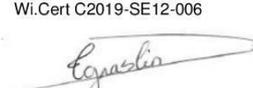
Marc URIOS
Expert certifié
Qualixpert C0225



David BOUÉ
Expert certifié
ABCIDIA 17-984



Théo GRASLIN
Expert certifié
Wi.Cert C2019-SE12-006



Siège social: 14, rue Galpin Thiou - 37000 TOURS
Tél. 02 47 47 0123
E-mail: info@servicimmo.fr
www.servicimmo.fr
SAS au capital de 52000 € - SIRET: 433994563 00032
R.C.S Tours - APE-NAF: 7112B
TVA Intra communautaire: FR 37433994563



FRANCE
CAROTTAGE
ROUTIER

RAPPORT DE DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

ETABLI LE VENDREDI 11 DECEMBRE 2020 -

Selon l'annexe 6.2 de l'arrêté de référence

Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine

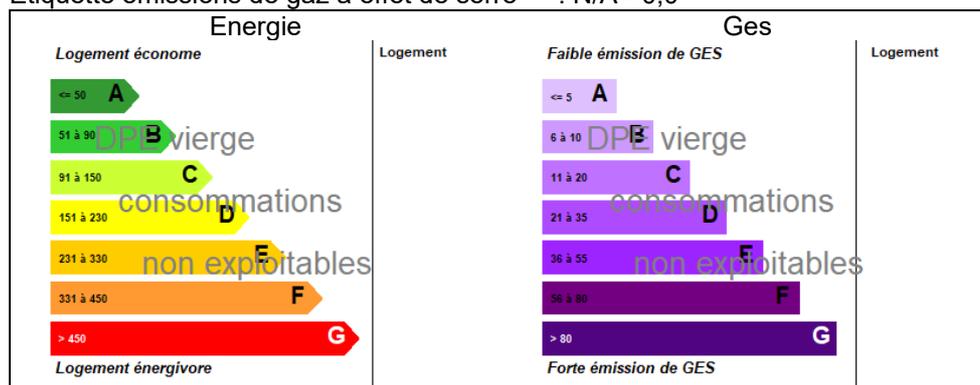
PROPRIETAIRE	
Nom :	
Adresse :	

DOSSIER N°: T20-12-DB-007

ADRESSE DES LOCAUX VISITES	
<p>MAISON 16-18 RUE DU GENERAL DE GAULLE 41140 NOYERS SUR CHER</p>	

Résultats DPE

Type de DPE : 6.2
 Frais annuels d'énergie : 0 euro
 Etiquette consommation énergétique : N/A - 0,0
 Etiquette émissions de gaz à effet de serre : N/A - 0,0



Les Informations ayant permis de réaliser ce diagnostic ont été portées à la connaissance de l'opérateur en diagnostic immobilier par le propriétaire ou son mandataire.

Ce rapport contient 11 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.

Edition en 1 exemplaires.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

ABCIDIA

4, Route de la Noue - 91190 GIF SUR YVETTE

Certification diagnostic de performance énergétique : N° 17-984 valide du 21/07/2017 au 20/07/2022

Fait à TOURS

Le vendredi 11 décembre 2020

par **David BOUE**



Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

N° : 2041V20021990 Valable jusqu'au : 02/12/2030 Type de bâtiment : Maison individuelle Année de construction : Avant 1948 Surface habitable : Environ 325 m ² Adresse : 16-18 Rue du Général de Gaulle 41140 NOYERS SUR CHER	Date de visite : 02/12/2020 Diagnostiqueur : David BOUE 14, Rue Galpin Thiou - 37000 TOURS Numéro certification : 17-984 Signature : 
--	---

Propriétaire : Nom : Adresse :	Propriét. des installations communes (s'il y a lieu) : Nom : Adresse :
---	---

Consommations annuelles par énergie obtenues en l'absence de factures d'énergie

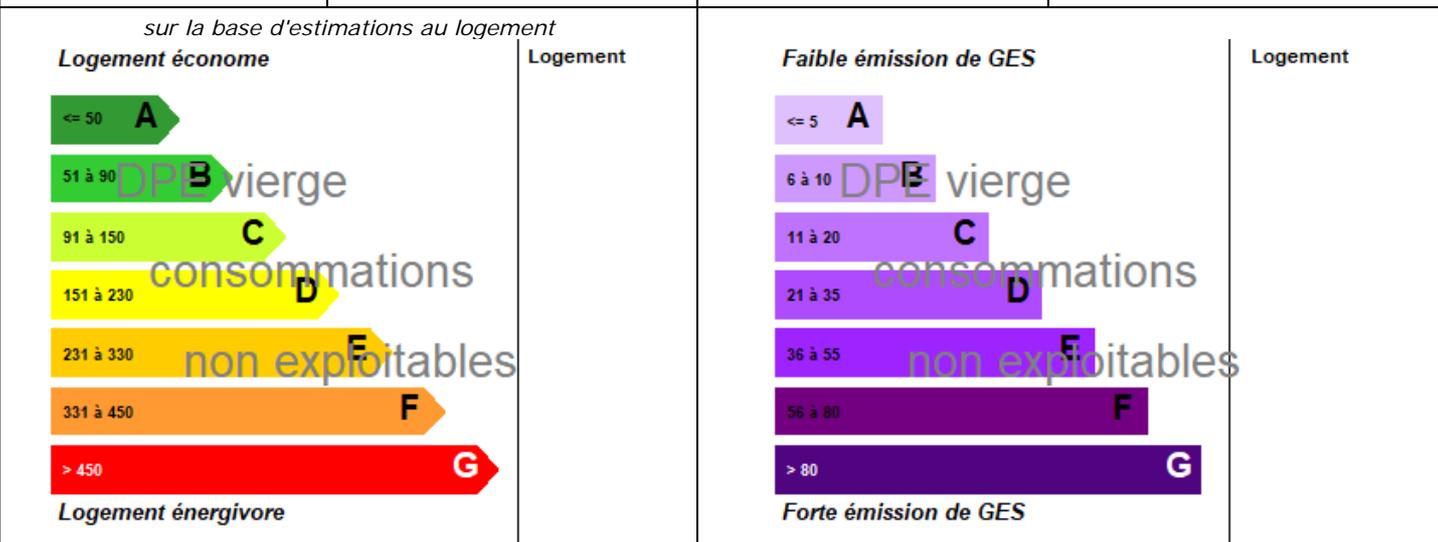
	Moyenne annuelle des consommations	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	Détail par énergie dans l'unité d'origine	Détail par énergie et par usage en kWh _{EP}	Détail par usage en kWh _{EP}	
Chauffage				
Eau chaude sanitaire				
Refroidissement				
CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE POUR LES USAGES RECENSES				Abonnements compris

Consommations énergétiques (en énergie primaire) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Consommation réelle : 0 kWh_{EP}/m².an

Emissions de gaz à effet de serre (GES) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Estimation des émissions : 0 kg éqCO₂/m².an



Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : - Mur en pierre de taille/moellons Ep 50cm non isolé	Système de chauffage : - Chaudière gaz condensation depuis 2001	Système de production d'ECS : - Système lié à la production de chauffage
Toiture : - Combles aménagés sous rampant présence d'isolation inconnue - Type de plafond inconnu isolé (ITI) Ep=15 cm	Emetteurs : - Radiateur HT sans robinet therm.	Système de ventilation : - Ventilation par ouverture des fenêtres
Menuiseries : - Fen.bat. bois simple vitrage(VNT) Avec ferm. - PF. avec soub. bois simple vitrage(VNT) Avec ferm. - Fen.bat. bois simple vitrage(VNT) Sans volet - Porte en bois avec 30% à 60% de vitrage simple	Système de refroidissement : - Néant	
Plancher bas : - Plancher sur terre-plein - Plancher entrevous terre-cuite, poutres béton non isolé	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Non requis	

Énergies renouvelables	Quantité d'énergie d'origine renouvelable:	kWhEP/m ² .an
------------------------	--	--------------------------

Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables :

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquée par les compteurs ou les relevés.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.

Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors-gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A+, +, ...).

Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Crédit d'impôt
VMC Hygro B	0
Remplacement des fenêtres Remplacement des fenêtres existantes par des fenêtres en double-vitrage peu émissif. Pour bénéficier du crédit d'impôt 2012, choisir des fenêtres avec $U_w < 1,4 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour des menuiseries PVC, $U_w < 1,6 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour des menuiseries en bois, $U_w < 1,8 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour des menuiseries métalliques	15
Robinetts Thermostatiques Ne jamais placer un robinet thermostatique dans le local où se trouve le thermostat. Afin de ne pas nuire à la longévité du circulateur (pompe), il faut impérativement laisser un radiateur sans robinet thermostatique.	30

Commentaires :

Il ne nous a pas été fourni de relevés exploitables des consommations. Ne pouvant utiliser pour ce type de bien une méthode de calcul conventionnel (voir arrêté du 8 février 2012), il n'est pas possible d'établir une estimation des consommations et de fournir les étiquettes " énergie " et " climat". Le diagnostic se limite aux constatations et aux descriptifs.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y ! <http://www.impots.gouv.fr>

Pour plus d'informations : <http://www.developpement-durable.gouv.fr> ou <http://www.ademe.fr>

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par: ABCIDIA

4, Route de la Noue - 91190 GIF SUR YVETTE

certification: 17-984

Assuré par AXA FRANCE IARD

313 Terrasses de l'arche
92727 NANTERRE CEDEX

N°: 10592956604

Certificat de l'opérateur



La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

BOUE David
sous le numéro 17-984

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- Amiante sans mention** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

- DPE individuel** Prise d'effet : 21/07/2017 Validité : 20/07/2022
Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011

- Gaz** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011.

- CREP** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011

- Termites** Prise d'effet : 30/06/2017 Validité : 30/06/2022
Zone d'intervention : France métropolitaine
Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011

- Electricité** Prise d'effet : 21/07/2017 Validité : 20/07/2022
Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009

Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 route de la Noue 91190 GIF-SUR -YVETTE - 01 64 46 68 24
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014



Attestation d'assurance



ATTESTATION

D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE Contrat n°: 10592956604

Responsabilité civile Professionnelle
Diagnosticur technique immobilier

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cédex, attestons que la :

SERVICIMMO
14 RUE GALPIN THIOU
37000 TOURS
Adhérent n°063

A adhéré par l'intermédiaire de LSN Assurances, 1 rue des Italiens 75431 Paris Cedex 09, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n°**10592956604**.

Garantissant les conséquences pécuniaires de la **Responsabilité Civile Professionnelle** de la société de Diagnostic Technique en Immobilier désignée ci-dessus dans le cadre des activités listées ci-après, *sous réserve qu'elles soient réalisées par des personnes disposant des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'Accréditation, d'Agrément au sens contractuel.*

CATEGORIE 1 couvrant les activités couramment exercées par les diagnostiqueurs immobiliers

- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE sans mention),
- Diagnostic de performance énergétique des maisons individuelles (DPE sans mention),
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) (plomb sans mention),
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante (amiante sans mention),
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante sans mention),
- Dossier technique amiante (amiante sans mention),
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment,
- Etat parasitaire, insectes xylophages et champignons lignivores dont Mérule,
- L'état de l'installation intérieure de gaz,
- L'état de l'installation intérieure d'électricité,
- L'état d'installation d'assainissement non collectif,
- Assainissement collectif,
- L'état des risques et des pollutions (ERP),
- L'information sur la présence d'un risque de mэрule,
- Certificats de surface – Bien à la vente (Loi Carrez),
- Certificats de surface – Bien à la location (Loi Boutin),
- Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,

AXA France IARD SA
Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- Diagnostic humidité,
- Etats des lieux locatifs (des parties privatives),
- Activité de vente et/ou installation des détecteurs avertisseurs autonomes de fumée (DAAF) **sans travaux d'électricité et sans maintenance,**
- Certificat de logements décents, Normes d'habitabilité [notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Robien, Scellier, Prêts conventionnés – prêts à taux zéro –,
- Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. (DPE sans mention)

CATEGORIE 2 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités de la catégorie 1

- Audit énergétique pour copropriété,
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE avec mention),
- Diagnostic de risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP) (plomb avec mention),
- Constat après travaux Plomb, (sans mention)
- Diagnostic de mesures surfaciques des poussières de plomb, (sans mention)
- Recherche de plomb avant travaux, avant démolition,
- Diagnostic du plomb dans l'eau,
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante avec mention),
- Constat visuel amiante de première et seconde restitution après travaux (amiante avec mention),
- Dossier technique amiante (amiante avec mention),
- Diagnostic amiante avant démolition, (avec mention)
- Diagnostic amiante avant travaux (RAAT), **SS4** et quantification du volume de matériaux et produits contenant de l'amiante,
- Bilans thermiques : par infiltrométrie et ou thermographie infrarouge,
- Réalisation de tests d'infiltrométrie et ou thermographie infrarouge selon le cahier des charges RT 2012,
- Diagnostic Technique Global (Plan pluriannuel des travaux pour les copropriétés, **BAC+3** dans le domaine Technique du Bâtiment ou **VAE équivalente**).
- Légionellose **sauf exclusions contractuelles,**
- Diagnostic accessibilité handicapé dans les établissements recevant du public, (ERP, IOP, Y),
- Diagnostic radon,
- Dépistage radon, (Autorité de Sécurité Nucléaire)
- Calcul des millièmes de copropriété et état descriptif de division.

CATEGORIE 3 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités des catégories 1 et 2

- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public :
 - Voie 1 : (COFFRAC)
 - Voie 2 :
- Diagnostic amiante sur enrobés, Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP), **SS4**
- Diagnostics des déchets issus de la démolition,

AXA France IARD SA
 Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Diagnostic déchets de chantier (article R111-43 à R111-49 du CCH),
- Diagnostic Technique SRU,
- Diagnostic Eco prêt,
- Evaluation immobilière en valeur vénale et en valeur locative,
- Mesurage de la surface au sol des locaux tertiaries,
- Diagnostic acoustique,
- Formation, Auditeur dans le cadre des activités garanties dans le présent contrat,
- Prélèvement d'air pour mesure d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis et prélèvement d'air pour mesure des niveaux d'empoussièrement de fibre d'amiante au poste de travail :
 - Les mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis (LAB REF 26 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements),
 - Les mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante au poste de travail (LAB REF 28 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements).
- Radon hors réglementation,
- Diagnostic de mise en sécurité des ascenseurs **hors préconisation de travaux**,
- Coordonnateur SPS,
- Diagnostic de repérage amiante sur navires battant pavillons français,
- Etude thermique réglementaire,
- Etats des installations intérieures d'électricité dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques (sécurité au travail),
- Expertise technique en matière d'assurance pour le compte des assurés et des assureurs
- Expertise en contrôle technique immobilier.

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à **500 000 € par sinistre et 1 000 000 € par année d'assurance.**

LA PRESENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020 INCLUS SOUS RESERVE DES POSSIBILITES DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNEE D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET DES CONDITIONS DU CONTRAT AUXQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NANTERRE le 17/01/2020
 Pour servir et valoir ce que de droit.
 POUR L'ASSUREUR,
 LSN, par délégation de signature : :


 LSN
 1, rue des Italiens - CS 40020
 75431 Paris Cedex 09
 Tél. : 01 53 20 50 50
Faculté de Contrôle d'Assurance
 SAS au Capital de 1 000 000 € - SIREN 512 000 000
 N°ORFAS : 07 400 473 - Double coté de la LACFR

AXA France IARD SA
 Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

Attestation sur l'honneur

J'atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles cités ci-dessous :

« Art. R. 271-1. - Pour l'application de l'article L. 271-6, il est recouru soit à une personne physique dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, soit à une personne morale employant des salariés ou constituée de personnes physiques qui disposent des compétences certifiées dans les mêmes conditions.

« La certification des compétences est délivrée en fonction des connaissances techniques dans le domaine du bâtiment et de l'aptitude à établir les différents éléments composant le dossier de diagnostic technique.

« Les organismes autorisés à délivrer la certification des compétences sont accrédités par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation est accordée en considération de l'organisation interne de l'organisme en cause, des exigences requises des personnes chargées des missions d'examineur et de sa capacité à assurer la surveillance des organismes certifiés. Un organisme certificateur ne peut pas établir de dossier de diagnostic technique.

« Des arrêtés des ministres chargés du logement, de la santé et de l'industrie précisent les modalités d'application du présent article.

« Art. R. 271-2. - Les personnes mentionnées à l'article L. 271-6 souscrivent une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.

« Art. R. 271-3. - Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L. 271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier.

« Art. R. 271-4. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait :

« a) Pour une personne d'établir un document prévu aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6 ;

« b) Pour un organisme certificateur d'établir un dossier de diagnostic technique en méconnaissance de l'article R. 271-1 ;

« c) Pour un vendeur de faire appel, en vue d'établir un document mentionné aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4, à une personne qui ne satisfait pas aux conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies aux articles R. 271-1 et R. 271-2 ou aux conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6.

« La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal. »

- La présente attestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

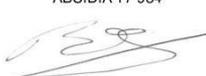
Jacques-Alexandre LHOTELLIER
Expert certifié
I.CERT CPDI 4024



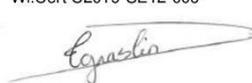
Marc URIOS
Expert certifié
Qualixpert C0225



David BOUÉ
Expert certifié
ABCIDIA 17-984



Théo GRASLIN
Expert certifié
Wi.Cert C2019-SE12-006



Siège social: 14, rue Galpin Thiou - 37000 TOURS
Tél. 02 47 47 0123
E-mail: info@servicimmo.fr
www.servicimmo.fr
SAS au capital de 52000 € - SIRET: 433994563 00032
R.C.S Tours - APE-NAF: 7112B
TVA Intra communautaire: FR 37433994563



FRANCE
CAROTTAGE
ROUTIER